Biennale 2003 de l'ADEA

La quête de la qualité :

A l'écoute des expériences africaines

Programme de la réunion

Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003

Association pour le développement de l'éducation en Afrique

Couverture : *La pensée,* œuvre de Malcolm de Chazal

C'est une tradition à l'ADEA d'illustrer le thème de la biennale par une œuvre d'art d'un artiste du pays hôte de la conférence, car il existe un lien étroit entre éducation et culture. Pour la biennale 2003, c'est une œuvre de Malcolm de Chazal qui a été retenue. Malcolm de Chazal (1922 - 1981) est une figure marquante de l'histoire littéraire et artistique de l'Ile Maurice. Ecrivain d'expression française et peintre, il considérait que l'alchimie du verbe et l'écriture poétique étaient le véhicule de la pensée. Il a entretenu des relations importantes avec les surréalistes français, avec André Breton en particulier. Pendant les trente dernières années de sa vie il s'adonna aussi avec passion à la peinture naïve, dont il a explicité la signification dans *"Sens plastique"*, une de ses œuvres littéraires.

Table des matières

Introduction au programme	**4**
Programme détaillé	**6**
Calendrier du programme de la biennale	**32**
Centre de conférence	**35**
Note d'information sur l'ADEA	**37**
Liste des participants	**42**

Introduction au programme

Contexte et problématique

La biennale intervient trois ans après la tenue du Forum international de Dakar sur l'Education pour Tous. Les engagements collectifs pris alors par la communauté internationale se focalisent de plus en plus sur l'accélération de l'enseignement primaire universel et l'éducation des filles tout comme les objectifs de développement du millénaire. Tout en soutenant sans réserve les diverses initiatives visant à élargir l'accès à l'enseignement primaire et à l'équité filles-garçons, il convient de rappeler que la vision de Dakar est plus large et intègre les formes alternatives d'apprentissage des enfants, ainsi que l'alphabétisation et l'éducation des adultes et des jeunes adolescents. Dans le même ordre d'idée, les six objectifs fixés à Dakar ont, à juste titre, souligné l'importance primordiale de la qualité de l'éducation, à travers l'indicateur d'achèvement de la scolarité primaire et l'accent mis sur la réussite des apprentissages dans les autres formes d'éducation.

En réalité, et c'est ici que repose l'essentiel de la problématique de la biennale, combiner les efforts visant l'accès et l'équité à ceux qui sont consacrés à la qualité est doublement productif.

Tout d'abord, il permet d'éviter le gâchis qui consiste à investir d'énormes ressources dans l'éducation sans que cela ne se reflète dans les résultats de l'apprentissage. Car des enfants, des adolescents et des adultes auront alors suivi des programmes d'éducation de base sans acquérir le minimum : savoir lire, écrire et calculer.

Par ailleurs, la combinaison accès-équité-qualité peut s'avérer particulièrement gagnante. En effet, elle encourage, motive, et, par conséquent, impulse la demande d'éducation des parents et des communautés. Elle contribue à accroître l'efficacité des systèmes et permet de transformer le même montant de ressources en résultats considérablement accrus du côté de l'offre éducative. La problématique de la biennale ne saurait donc être interprétée comme un message qui oppose l'amélioration de la qualité à l'élargissement de l'accès. Il s'agit plutôt d'affirmer fortement que le premier objectif renforce le sens et l'efficacité du second afin de parvenir en 2015 à une éducation de qualité pour tous.

Thématique et objectifs de la biennale

La thématique de la biennale porte sur l'étude des politiques et pratiques qui se sont avérées efficaces ou prometteuses pour l'amélioration de la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne. Elle prend appui sur l'exercice lancé depuis plus d'un an et qui a engagé les pays africains, les agences de développement, les groupes de travail de l'ADEA, des réseaux régionaux et des organisations de la société civile à identifier, analyser et documenter leurs expériences réussies en vue d'un partage.

Un grand nombre d'études de cas et de documents d'appui ont ainsi servi à l'élaboration d'une synthèse des expériences africaines et à leur mise en perspective internationale au regard des enseignements tirés des autres régions du monde, notamment des pays en développement. Le document de discussion qui en est issu et qui sera soumis à la réflexion de la biennale aborde une diversité de sujets critiques : concepts et conceptions de la qualité, politiques d'équité et de genre, cadre d'appui à la prise de décision et à la mise en œuvre, financement de la qualité et intrants essentiels, problématique de la pertinence de l'éducation dans l'adaptation des curricula et l'utilisation des langues africaines, stratégies pour des enseignants compétents et des écoles efficaces, décentralisation et diversification de l'offre éducative en relation avec la participation de la société civile et des communautés, gestion et suivi-évaluation de la qualité, pistes et perspectives nouvelles pour l'amélioration de la qualité…

C'est autour de cette riche thématique que la biennale organisera une réflexion ouverte et critique, collégiale et informelle, professionnelle et développementale avec pour objectifs de :

- faire partager des compréhensions communes sur les défis et les enjeux majeurs de la qualité de l'éducation ;
- développer l'inter-apprentissage à travers l'échange d'expériences et de connaissances entre pays, ministères de l'éducation, agences de développement, réseaux et experts, acteurs de la société civile et autres acteurs ;
- promouvoir les politiques, les réformes et les pratiques qui se sont avérées prometteuses ainsi que les enseignements que l'on peut en tirer ;
- promouvoir une culture de la qualité chez les principaux acteurs et partenaires du développement de l'éducation en Afrique ;
- faire émerger un cadre de politiques, de concepts, d'outils, de méthodologies et de stratégies de mise en oeuvre qui aura été élaboré dans une perspective opérationnelle et qui pourra soutenir les acteurs engagés dans l'action d'amélioration de la qualité de l'éducation.

Programme et procédures de travail

Séances plénières autour de thèmes : Le programme prévoit, après la séance d'ouverture qui aura lieu le mercredi 3 décembre de 9h00 à 11h00, l'organisation de 10 séances plénières d'une durée moyenne d'1 heure 30. Ces plénières se dérouleront pendant les quatre jours de la biennale à raison de deux séances par demi-journée (sauf le matin du premier jour où une seule séance se tiendra après la séance d'ouverture, l'après-midi du troisième jour qui sera consacrée aux ateliers parallèles et au Forum des Ministres, et le quatrième jour où une dernière séance sera organisée dans la matinée). Sur les 10 séances plénières, 5 seront des panels avec des présentations suivies de discussions. Les 5 autres séances seront des tables rondes sans présentations formelles.

Les tables rondes : Les tables rondes prendront la forme d'entretiens avec les panélistes et la participation de l'assistance. Les séances suivantes seront des tables rondes : le panel n° 2 sur le bilan de la qualité de l'éducation en Afrique (1er jour) ; le panel n° 4 sur le développement professionnel des enseignants (2ème jour) ; le panel n° 7 sur la qualité dans d'autres secteurs et sous-secteurs (2e jour) ; le panel n° 8 sur la décentralisation et la participation de la société civile (3ème jour) ; le panel n°10 sur le VIH/SIDA et la qualité de l'éducation (4e jour).

Ateliers parallèles : Dans l'après-midi du vendredi 5 décembre (troisième jour), il est prévu trois ateliers parallèles qui se tiendront en même temps que la réunion du Forum des ministres africains de l'éducation. Les ateliers se dérouleront en deux sessions successives (15h - 16h30 et 17h - 18h30) et porteront sur les thèmes suivants : Politiques pour l'amélioration et le financement de la qualité (atelier 1), stratégies et réformes au niveau de l'école et de la classe (atelier 2) et partenariats pour la qualité (atelier 3). Ces ateliers sont destinés à offrir la parole à plus de participants et à approfondir les sujets de discussion évoqués dans les séances plénières. C'est pourquoi il n'y est pas prévu de présentation ; mais des personnes-ressources seront chargées de lancer le débat par une courte introduction interrogative qui soulèvera les questions méritant d'être approfondies.

Forum des ministres : Le Forum des ministres sera organisé en deux sessions : La première session portera sur des questions de fond articulées aux stratégies de mise en œuvre du NEPAD dans le secteur de l'éducation ; la seconde sera consacrée à l'examen du rapport d'activités du Bureau des ministres et à l'élection du nouveau Bureau des ministres africains de l'ADEA.

Rapport des séances parallèles et du Forum des ministres : Le dernier jour débutera avec la dernière table ronde sur le VIH/SIDA et la qualité de l'éducation. Elle sera suivie d'un panel regroupant les rapporteurs des trois ateliers parallèles puis de la présentation du rapport issu du Forum des Ministres. Après la pause, se tiendra la séance de synthèse (11h - 12h30) où seront présentées et débattues les lignes de force des discussions de la biennale : les tendances lourdes, les principales découvertes, les leçons prometteuses et les messages les plus porteurs. Enfin, c'est au cours de la séance de clôture (12h30 – 13h30) que seront formulés les discours de clôture.

Programme détaillé

Mercredi 3 décembre : matinée

Séance d'ouverture — 9h00 - 11h00

Président :

- S.E M. Louis Steven OBEEGADOO, ministre de l'Education et de la Recherche scientifique, Maurice

Discours de bienvenue

- M. Ahlin BYLL-CATARIA, président de l'ADEA et spécialiste de programme en éducation, Direction du Développement et de la Coopération (DDC), Suisse
- S.E. M. Lesao Archibald LEHOHLA, ministre de l'Education et vice-Premier ministre, Lesotho, président du Bureau des ministres, ADEA

Messages

- S.E. Anne Therese NDONG-JATTA, ministre et secrétaire d'Etat pour l'éducation Department of State for Education, Gambie, FAWE
- M. Michael OMOLEWA, président de la conférence générale de l'UNESCO
- M. Birger FREDRIKSEN, conseiller principal en éducation, Banque mondiale

Discours d'ouverture

- S.E. M. Amadou Toumani TOURE, président de la République du Mali
- S.E. M.Anerood JUGNAUTH, président de la République de Maurice

Documents de la biennale

Dans tout le programme détaillé, les documents spécialement préparés pour la biennale et relatifs aux présentations ou aux discussions des séances plénières sont précédés du signe ▲.

Panel I : Problématiques de la qualité de l'éducation en Afrique — 11h30 - 13h30

Président :

- S.E M. Lesao Archibald LEHOHLA, ministre de l'Education, vice-Premier ministre, Lesotho

Objectifs et contenus

Ce premier panel sert d'introduction aux discussions sur la qualité de l'éducation. Il soulève les problématiques conceptuelles et opérationnelles liées à la définition et à la mise en œuvre de politiques de la qualité pour des besoins de clarification, mais aussi pour faire saisir les différences de compréhension et leurs implications en termes de dialogue et de négociation. A partir de l'expérience d'une politique d'amélioration de la qualité à l'Ile Maurice, le panel présentera concrètement les défis et des stratégies en confrontation avec le terrain avant d'évoquer, par le biais d'un film, les diverses conceptions de la qualité qu'expriment des acteurs de l'éducation en Afrique. En troisième lieu, la présentation du document de discussion exposera en condensé les principales interrogations théoriques et pratiques relatives aux expériences africaines et internationales en matière d'amélioration de la qualité.

Présentations

▲ L'expérience de l'Ile Maurice

- S.E. M. Louis Steven OBEEGADOO, ministre de l'Education et de la Recherche scientifique, Maurice

Le souci de la qualité est commun à tous les systèmes éducatifs. Alors que, dans le passé, l'accent était mis sur l'augmentation des effectifs, les considérations qualitatives s'imposent aujourd'hui, qui obligent de s'intéresser aux facteurs critiques que sont les intrants, les processus, les produits et les résultats. De plus en plus, les gens réalisent que l'éducation est un service social forgeant l'identité de chacun et nourrissant ses aspirations socioéconomiques dans un contexte d'apprentissage tout au long de la vie, de sorte que la demande d'une éducation de qualité est en augmentation constante. L'Ile Maurice met actuellement en œuvre plusieurs initiatives visant à intégrer l'éducation et le développement durable – de l'individu comme de la société – dans le mouvement général en faveur d'une éducation de qualité pour tous. Les autorités agissent notamment en faveur des groupes défavorisés, en collaboration et avec la participation de toutes les parties prenantes. La volonté de l'Ile Maurice d'assurer une éducation complète à tous les apprenants repose sur la vision d'une construction démocratique de la citoyenneté fondée sur des valeurs partagées.

▲ Film : points de vue sur la qualité

- Réalisation : Mme Catherine ECOLIVET

Ce film, préparé pour la biennale à partir d'une série d'interviews, montre la diversité des représentations sur ce qu'est ou doit être la qualité de l'éducation. Tour à tour, ministres, enseignants, parents, élèves, inspecteurs, gestionnaires, partenaires externes évoquent leur compréhension de ce que doit être une école ou un enseignement de qualité, ainsi que les instruments de mesure de la qualité tels que les indicateurs. Comment se confrontent ces conceptions diverses dans l'élaboration et l'application des politiques de qualité aux différents niveaux du système éducatif ?

▲ **Document de discussion**

Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne.

- M. Adriaan VERSPOOR, consultant principal pour l'exercice sur la qualité de l'ADEA
- M. Martial DEMBELE, université du Québec, Montréal

Le document de discussion est une synthèse générale des études de cas et des documents d'appui élaborés dans le cadre de l'exercice de l'ADEA sur la qualité. La trame du document est articulée autour des points nodaux suivants :

- Les politiques d'éducation pour tous doivent relever le défi de la qualité et s'intéresser explicitement aux questions d'équité, y compris les questions de genre.
- Une « culture de la qualité », ancrée dans une vision partagée de l'enseignement et de l'apprentissage et dans laquelle les leaders assument une responsabilité personnelle, est au cœur de politiques durables.
- L'amélioration de la qualité impose, pour réussir, de reconnaître dans l'école l'unité de changement, d'appuyer les initiatives prises au niveau de l'école, d'encourager un parcours souple et progressif et d'offrir des possibilités d'apprentissage tirées de l'expérience.
- L'apprentissage réussi pour tous suppose que les élèves soient préparés, que les écoles offrent des conditions propices, que les maîtres soient compétents, que les contenus des programmes soient adaptés aux besoins, que les processus pédagogiques soient efficaces et que le progrès des élèves soit suivi régulièrement.
- L'amélioration de la qualité dépend largement des modes de gestion (décentralisation, autonomie des écoles, ou encore participation communautaire), de l'évolution du financement (structures des coûts, options choisies et utilisations coût-efficaces) et une stratégie de renforcement des capacités qui s'intéresse à tout le système et reconnait la nécessité de travailler mieux et plus efficacement.
- De nouveaux partenariats avec la société civile, les communautés et les agences de développement sont nécessaires pour renforcer les capacités et garantir un soutien durable aux politiques de qualité.
- Le défi de l'apprentissage va au-delà du secteur de l'éducation et appelle des solutions aux problèmes posés par les conflits, le VIH/SIDA, le paludisme, la pauvreté, les inégalités et autres discriminations.

Panel 2 : TABLE RONDE
Evaluation et bilan de la qualité de l'éducation en Afrique

15h00 - 16h30

Président :

- Mme Alice HAMER, directeur, division pour le développement social, région est, nord et sud, Banque africaine de développement (BAD)

Panélistes :

- M. Saul MURIMBA, directeur, SACMEQ
- M. Jean-Marc BERNARD, conseiller PASEC
- M. Vinayagum CHINAPAH, Spécialiste principal du programme, Division de la promotion d'une éducation de qualité, UNESCO
- Mme Fatou NJIE, ministère de l'Education nationale, Gambie
- M. Glory MAKWATI, GT sur les statistiques de l'éducation (GTSE)
- M. Vincent GREANEY, spécialiste principal en éducation, Banque mondiale

Objectifs et contenus

Le panel se déroulera sous forme de table ronde pour faire émerger :

- Un bilan des résultats de l'apprentissage en Afrique au regard des évaluations conduites dans le cadre du SACMEQ, du PASEC et du MLA ;
- Les enseignements tirés de ces évaluations et leurs implications dans la définition et la mise en œuvre de politiques d'amélioration de la qualité ;
- Les questions de mesure et de pilotage de la qualité à travers les indicateurs et les statistiques de l'éducation ;
- Les conditions d'utilisation des examens et autres formes d'évaluation pour un suivi régulier des performances.

▲ Le suivi de la qualité de l'éducation en Afrique orientale et australe (SACMEQ)

Le SACMEQ est un consortium qui regroupe quinze ministères de l'Education de l'Afrique australe et orientale autour de politiques de recherche et de formation liées au suivi de la qualité. L'évaluation est centrée sur les résultats en sixième année considérée comme un niveau stratégique pour mesurer le succès d'un enseignement primaire complet. Les résultats montrent que : (i) de grandes différences existent d'un pays à l'autre, (ii) les niveaux d'acquisition sont généralement bas car plus de la moitié des élèves n'atteignent pas le seuil requis, (iii) la plupart des élèves n'atteignent pas le niveau « minimum » et moins de 15 % atteignent le niveau « souhaitable », (iv) les résultats enregistrés par SACMEQ II indiquent des progrès par rapport à ceux de SACMEQ I. Prônant la prudence dans les jugements, l'étude soulève la difficulté d'avoir une mesure adéquate et homogène de la qualité lorsque l'on considère les différentes définitions et leurs conséquences en termes de diversité d'orientation et de choix d'éducation entre pays et à l'intérieur de chaque pays.

▲ Le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC)

Le PASEC évalue les résultats de l'apprentissage en deuxième et cinquième années de l'enseignement primaire. Le document trace un portrait de la qualité à partir de données comparatives recueillies dans cinq pays soumis au même protocole d'enquête (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar et Sénégal). Les résultats indiquent une faiblesse générale des performances tout en soulignant les disparités entre pays et au sein d'un même pays. La faible efficacité des

systèmes éducatifs invite à porter une attention accrue aux conditions de scolarisation et aux facteurs extra-scolaires de succès des apprentissages. Le document insiste sur l'importance cruciale des premières années de scolarisation.

▲ Le programme de suivi des résultats de l'apprentissage (MLA)

Lancé par l'UNESCO et l'UNICEF, ce programme a apporté un soutien à 70 Etats dont 46 africains pour développer et renforcer leurs systèmes de suivi et d'évaluation des résultats de l'apprentissage. Le document présente les découvertes et les enseignements tirés des expériences africaines. Il soulève aussi les implications conceptuelles, méthodologiques et analytiques de l'implantation d'une culture de l'évaluation tenant compte des besoins et des priorités des contextes africains.

▲ Utilisation de l'étude de MLA pour étudier les facteurs de qualité dans les établissements scolaires privés en Gambie

A partir des résultats du MLA montrant un niveau de compétence plus élevé des élèves des écoles privées par rapport à ceux des écoles publiques, l'étude présente une analyse des modes de gestion dominants dans les écoles privées et publiques. Les observations montrent que ce qui fait la différence est : (i) le style de gestion marqué notamment par le leadership engagé du directeur d'école, le travail en équipe et le respect des règles de discipline, (ii) la disponibilité des manuels scolaires, des matériels didactiques, des programmes et des guides pour les élèves et les maîtres, (iii) l'évaluation, le suivi et la reconnaissance des progrès accomplis dans l'apprentissage, (iv) l'intensité et la qualité de la supervision et du soutien pédagogique fournis aux enseignants ainsi que l'engagement de ceux-ci dans la planification, l'évaluation et l'amélioration de leur enseignement, (v) le soutien donné à domicile aux élèves par les parents.

▲ Indicateurs et pilotage de la qualité à travers les statistiques de l'éducation

Les statistiques sont un instrument essentiel pour promouvoir la qualité dans le secteur éducatif. Cette présentation montre comment les statistiques sont utilisées pour améliorer le pilotage de la qualité. Depuis 1997, le programme SISED du GTSE s'est attaché à promouvoir et à développer des outils méthodologiques et techniques devant aider les pays d'Afrique subsaharienne à fiabiliser la collecte puis le traitement de leurs données statistiques liées à l'éducation. Aujourd'hui de nombreux pays ont retenu cette approche qui allie rigueur et souplesse à tous les niveaux de la « chaîne statistique ». La méthodologie proposée par le SISED, sans avoir la prétention d'intégrer toutes les dimensions, tend à fédérer les approches qualitatives et quantitatives. Trois études de cas sont présentées dans ce document. Elles abordent, chacune, plusieurs facettes liées à la qualité de l'enseignement et où les données statistiques ont permis une analyse plus fine : (i) disponibilité des ouvrages scolaires dans l'enseignement primaire au Burkina Faso de 1997 à 2002, (ii) impact de la féminisation du corps enseignant sur la parité filles/garçons au Sénégal en 2002/2003 et (iii) impact de l'accès à l'eau et aux commodités d'hygiène dans les écoles sur la parité filles/garçons au Sénégal en 2002/2003.

▲ Suivi des performances : évaluations et examens en Afrique

Le document porte sur l'utilisation des évaluations comme moyen d'améliorer la qualité de l'éducation. Sur la base de l'expérience africaine des vingt dernières années, il analyse quatre catégories d'évaluations : (i) les examens nationaux, (ii) les évaluations nationales, (iii) les évaluations internationales et (iv) les évaluations dans la salle de classe. Concernant particulièrement les examens, le document prône des réformes à cause de leur qualité généralement médiocre et du fait que leurs exigences déterminent largement les pratiques d'enseignement. Le document montre les effets que ces réformes peuvent avoir sur les contenus de l'enseignement, les résultats scolaires et les capacités cognitives. Il souligne aussi l'exploitation insuffisante des résultats des évaluations nationales et internationales avant de mettre en exergue l'importance majeure de l'évaluation à l'échelle de la classe, en contradiction avec le peu d'attention qui lui est accordée.

Panel 3 : Options de politiques et de financement de la qualité — 17h00 - 18h30

Présidente :

- Mme Sissel VOLAN, conseillère principale en éducation, NORAD, Norvège

Objectif et contenus

Une politique d'éducation pour tous postule la qualité pour tous. Le panel vise à introduire la dimension de l'équité dans les politiques de qualité en mettant l'accent sur le genre. Le rapport EPT fait le point de la situation des filles en Afrique tandis que l'étude du FAWE indique des stratégies pour améliorer leur participation à l'éducation.

Concernant le financement de la qualité, la rareté des ressources impose la recherche des coûts les plus réduits pour le plus d'impact possible sur les résultats de l'apprentissage. La présentation sur les intrants essentiels tente de donner des réponses à cette question complexe pour inviter à une réflexion sur les options d'investissement en termes de coût-efficacité mais aussi d'équité.

Présentations

▲ Equité et apprentissage : la dimension du genre (FAWE)

Panéliste :

- Mme Lornah MURAGE, spécialiste de programme, Forum des éducatrices africaines (FEA/FAWE)

Cette contribution du FAWE à la biennale analyse : (i) la faible participation féminine dans l'éducation, (ii) les facteurs socio-économiques, culturels, familiaux et scolaires qui influent sur l'éducation des filles, (iii) les stratégies de réforme sur le financement, la gestion, la planification et autres facteurs visant à élargir l'accès et la rétention des filles à l'école et (iv) des expériences prometteuses menées au Kenya, au Cameroun et en Tanzanie qui montrent que l'on peut créer des environnements favorables à l'apprentissage réussi des filles. L'orientation des politiques gouvernementales vers la prise en compte effective des questions de genre, la participation communautaire, l'implication des différents acteurs et partenaires de l'éducation tout au long du processus semblent être des facteurs communs de succès dans les différentes expériences présentées.

▲ Rapport EPT 2003 sur l'éducation des filles

Panéliste :

- Sir John DANIEL, sous directeur général pour l'éducation, UNESCO
  Christopher COLCLOUGH, Directeur, Equipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT

Tous les pays sont convenus d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005. La nouvelle édition du rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous propose un bilan des initiatives prises en Afrique pour parvenir à une meilleure parité entre les sexes ; le rapport met également en exergue les politiques qui ont permis de lever certains obstacles à l'éducation dans la région. Mais la parité n'équivaut pas seulement à l'égalité numérique entre les filles et les garçons – elle impose également l'amélioration des expériences d'apprentissage et l'octroi d'une réelle égalité des chances sociales. Si la communauté internationale se doit de faire preuve d'encore plus d'audace, il revient à chaque État de faire de l'éducation de base de qualité un droit et une réalité pour tous ses ressortissants.

▲ **Eléments clés pour une politique de la qualité dans le contexte de l'Education pour Tous**

Panéliste :

- M. Alain MINGAT, économiste principal, Banque mondiale

Basée sur une méta-analyse des évaluations des apprentissages, l'approche coût-efficacité met en relation le coût des intrants et leur impact sur les résultats de l'apprentissage. Malgré les limites d'une telle démarche qui fait abstraction des processus et des contextes, l'étude offre un cadre de réflexion sur les options d'investissement à faire lorsque l'on est confronté à des conditions de rareté de ressources. Cette réflexion porte sur des questions telles que (i) la durée de la formation initiale des enseignants et son impact sur la qualité de l'éducation, (ii) l'accent qu'il faut mettre sur la formation continue des enseignants, (iii) la priorité à donner à la disponibilité des manuels scolaires, (iv) le faible impact des constructions scolaires à coût élevé, (v) l'effet limité de l'accroissement des effectifs élèves jusqu'à un certain niveau, (vi) l'interrogation sur l'efficacité de l'inspection, (vii) l'importance des programmes de développement de la petite enfance, (viii) l'impact positif des programmes alimentaires en faveur des élèves et des programmes d'alphabétisation pour les parents (ix) l'efficacité douteuse des redoublements.

▲ **Enseignement interactif par la radio (IRI) : contribution à la qualité et à l'accès pour tous**

Panéliste :

- M. Gordon NAIDOO, Executive Director, Open Learning Systems Education Trust (OLSET), South Africa

Cet exposé s'efforcera de démontrer l'efficacité de l'enseignement interactif par la radio (IRI) dans une perspective d'amélioration de l'accès et de la qualité dans l'enseignement primaire de base. La présentation fera appel à l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Guinée, du Sud du Soudan et de la Zambie pour illustrer ce qu'est l'IRI, son mode de fonctionnement et les conditions requises ainsi que son efficacité vis-à-vis des initiatives de formation des enseignants et des objectifs nationaux d'EPT. Les enjeux clés en termes de politique, de planification et de mise en œuvre seront identifiés – y compris le financement, la formation continue des enseignants et l'appui professionnel, la production de supports didactiques, les partenariats et la viabilité des projets.

Lancement du Prix africain du journalisme d'éducation Akintola Fatoyinbo – Edition 2004

18h30 - 19h00

La troisième édition du *Prix africain du journalisme d'éducation Akintola Fatoyinbo* sera lancée pendant la soirée de gala de l'ADEA qui célèbrera le quinzième anniversaire de l'Association. Le Prix africain du journalisme d'éducation récompense les meilleurs articles sur l'éducation écrits par des journalistes africains et publiés dans la presse africaine. En instituant ce prix, l'ADEA a voulu souligner l'importance d'une information publique de qualité pour le développement de l'éducation en Afrique. Grâce à ce prix, l'ADEA encourage les médias africains à s'intéresser à l'éducation et à susciter des débats publics autour de ce thème.

Le lancement de la l'édition 2004 du Prix se fera en présence de :

- S.E. M. Archibald Lesao LEHOHLA, président du Bureau des ministres de l'ADEA
- Professeur OPUBOR, coordonnateur par intérim du Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED)
- Thanh-Hoa DESRUELLES, coordonnatrice des activités du Prix
- Les lauréats des éditions 2002 et 2003 du *Prix africain du journalisme d'éducation*

Jeudi 4 décembre : matinée

Panel 4 :
Le développement professionnel des enseignants au cœur de la rénovation pédagogique

9h00 - 11h00

Président :

- S.E. M. Prof. Daniel ONA-ONDO, ministre de l'Education nationale, Gabon, vice-président du Bureau des ministres, ADEA

Objectifs et contenus

Le panel invite à une réflexion sur les stratégies efficaces pour développer et renforcer les compétences professionnelles des enseignants en relation avec la promotion de pédagogies actives centrées sur les apprenants. La séance commencera par une présentation qui sera suivie d'une table ronde. Les études de cas fournies par la Guinée, le Cameroun et le groupe de travail sur la profession enseignante alimentent des réflexions nourries par les expériences-terrain tandis que la synthèse thématique tente d'en dégager les principales leçons pour les mettre en perspective au regard des connaissances internationales. Les réflexions suscitées par le panel sont susceptibles d'inspirer des réformes privilégiant le développement professionnel des enseignants (formation initiale, formation continue, motivation, déontologie…), facteur décisif de succès pour changer les conceptions et pratiques pédagogiques.

Présentation

▲ **Rénovation pédagogique et développement professionnel des enseignants**

Panéliste :

- M. Martial DEMBELE, université du Québec, Montréal

Cette présentation fera la synthèse de cinq études de cas nationales, de quatre documents d'appui et de deux analyses documentaires sur la rénovation pédagogique et le développement professionnel des enseignants. La synthèse montre que : (i) les pratiques d'enseignement frontales persistent dans les classes, (ii) la lecture demeure une compétence fondamentale pour aborder avec succès les autres apprentissages, (iii) la difficulté de changer les pratiques d'enseignement est liée à des croyances et à des habitudes profondément ancrées, (iv) il y a un nombre croissant d'expériences de changement qui émergent, malgré l'absence de données sur l'amélioration des apprentissages des élèves, (v) pour que les pratiques pédagogiques efficaces soient une réalité dans les classes, une attention particulière doit être accordée aux processus à l'œuvre sur le terrain, c'est-à-dire à la façon dont les intrants sont utilisés dans les écoles et dans les classes. La synthèse soulève aussi des questions telles que l'utilisation des langues africaines comme médium d'apprentissage, le défi des pédagogies actives et centrées sur l'apprenant dans les contextes africains, la recomposition en cours du personnel enseignant avec les nouveaux types de recrutement, la conciliation entre inspection d'une part et renforcement du leadership et de la gestion de l'école d'autre part.

TABLE RONDE : Le développement professionnel des enseignants

Panélistes :

- M. Henry KALUBA, Groupe de travail sur la profession enseignante
- M. Faoura THIAM, ministère de l'Education nationale de la Guinée
- M. Yacouba YAYA, ministère de l'Education nationale, Cameroun
- M. Martial DEMBELE, université du Québec, Montréal
- M. Faizal JEEROBURKHAN, Senior lecturer, Mauritius Institute of Education

▲ L'auto évaluation scolaire : vers une meilleure école

Le GTPE a organisé des formations sur l'auto évaluation scolaire en Gambie, au Swaziland et au Kenya. Elles soulignent la nécessité : (i) de disposer d'un cadre de référence clair (mécanisme national, mandat, dispositif d'appui) ; (ii) de développer une compréhension partagée du processus au niveau des personnels chargés d'inspection, de planification, de finances et de formation tout comme au niveau de l'école (directeurs, enseignants, parents, comités de gestion…) ; (iii) d'avoir un leadership local dynamique parmi les directeurs des écoles d'une zone donnée et de promouvoir largement l'idée d'auto-évaluation (iv) de mettre en place un cadre institutionnel bien structuré aux niveaux national et local pour piloter, suivre et appuyer l'évolution de l'expérience.

▲ La réforme de la formation initiale des maîtres en Guinée : étude-bilan de la mise en œuvre

En 1998, la Guinée faisait face au défi de mettre en service 6 000 nouveaux enseignants en trois ans à des coûts réduits tout en préservant la qualité. Le modèle existant depuis 1992 étant peu coût-efficace, il fut décidé de réformer le système de formation initiale des enseignants en mettant en avant un nouveau modèle qui réduit la durée de la formation de trois à deux années, introduit le système dual de formation professionnelle de type allemand et s'oriente vers la pédagogie active et des stratégies centrées sur l'apprentissage, les pratiques réflexives et le constructivisme. En première année, la formation alterne les cours à l'Ecole normale et des stages dans des écoles primaires associées. Dans la seconde année, les instituteurs stagiaires prennent des classes dont ils sont pleinement responsables avec le soutien de conseillers pédagogiques et des pairs. Ce modèle a permis de former 7 162 nouveaux enseignants (plus que l'objectif prévu), de baisser les coûts unitaires et d'améliorer les résultats de l'apprentissage des élèves. En effet, les classes tenues par les nouveaux enseignants enregistrent des performances plus élevées que celles tenues par les enseignants formés à travers le modèle précédent. Ces progrès sont encore plus nets avec la seconde cohorte formée grâce au nouveau modèle.

▲ Implantation de la nouvelle approche pédagogique (NAP) dans l'enseignement primaire au Cameroun

En 1997, le ministre de l'Education du Cameroun a conçu et mis en œuvre la NAP. La méthologie allie les principes de la pédagogie par objectifs et de la pédagogie active. La démarche consiste à annoncer les objectifs de l'apprentissage aux élèves et à les placer devant une situation-problème pour les engager individuellement, puis en groupes, dans une démarche de résolution de problèmes et de transfert des solutions à différentes situations du milieu environnant. L'évaluation se veut congruente par rapport aux objectifs de départ. La NAP sert en fait de levier et de boussole pour transformer les pratiques des enseignants à travers la formation et le soutien pédagogique. Les résultats indiquent : (i) un accroissement de la confiance, de la prise d'initiative et des relations entre les élèves et entre élèves et maîtres, (ii) l'intensification des échanges entre inspecteurs, directeurs et enseignants sur les pratiques et le soutien pédagogiques, (iii) un engagement plus fort des enseignants dans la préparation de l'enseignement, (iv) une relation interactive renforcée entre l'école et le milieu. En outre, une étude restreinte montre des progrès dans les performances des élèves, notamment en calcul.

▲ Etude de cas sur la formation pédagogique à distance : Ile Maurice

Pour répondre aux besoins de formation des enseignants, de nombreux pays commencent à avoir recours à la formation à distance par le biais de documents imprimés, de la radio, de la télévision, de cassettes audio ou vidéo et, dans certains cas, d'Internet et de CD-ROM. Cette étude de cas présente une expérience mauricienne de formation continue à distance. Elle analyse comment le cours Advanced Certificate in Education (ACE) a été perçu par des enseignants du primaire formés de 1993 à 1998. L'analyse quantitative des réponses recueillies par questionnaire a été complétée par une analyse qualitative à partir d'entretiens semi-directifs des directeurs et inspecteurs d'école interrogés notamment sur la contribution du ACE à l'amélioration des résultats d'apprentissage en classe. La méthodologie de la formation à distance centrée davantage sur l'apprentissage que sur l'enseignement, axée sur la flexibilité, l'autonomie et le travail collaboratif a été, dans l'ensemble, bien appréciée par les enseignants. Le cours ACE a également été une occasion de réfléchir sur leurs propres pratiques en classe, d'en améliorer certaines et de s'inscrire dans un processus de perfectionnement professionnel tout au long de la vie.

Panel 5 : Renforcement de la pertinence et de l'efficacité de l'apprentissage

11h30 - 13h30

Président :

- M. Birger FREDRIKSEN, conseiller principal en éducation, Banque mondiale

Objectifs et contenus :

La problématique de la pertinence est généralement posée ici en termes de promotion d'un modèle éducatif africain. De manière plus pragmatique, le panel se centre sur le renforcement de la pertinence comme moyen d'accroître l'efficacité des apprentissages. Dans cette perspective pédagogique, l'adaptation des curricula aux besoins du « champ de la pratique sociale » des apprenants et l'utilisation de la langue qu'ils parlent comme langue d'instruction de départ apparaissent particulièrement efficaces aussi bien pour les processus éducatifs et les stratégies pédagogiques actives que pour les performances de l'apprentissage. Les échanges devraient inciter les décideurs à réformer les curricula d'éducation de base.

Présentations

▲ Pertinence de l'éducation : adaptation des curricula et utilisation des langues africaines

Panéliste :

- M. Nazam HALAOUI, université de Montréal, Canada

Cette synthèse d'études de cas (Burkina Faso, Burundi, Mali, Niger et Zambie) et de la documentation existante sur le sujet analyse des expériences de réformes de curricula et d'utilisation des langues africaines. Elle montre que le renforcement de la pertinence de l'éducation par la prise en compte des réalités, des capacités et des besoins des apprenants accroît l'efficacité de l'apprentissage lorsque (i) les curricula prennent appui sur l'expérience et les acquis de l'apprenant dans sa famille et dans son milieu, (ii) la langue d'instruction des premières années d'école est celle qu'utilise l'apprenant comme moyen de communication. Le bilinguisme de stratégie prôné facilite donc la communication de la connaissance tout comme les programmes et les stratégies d'instruction prenant appui sur la base intuitive constituée par les observations et les expériences tirées du milieu environnant de l'apprenant. La présentation souligne l'importance de donner du sens aux apprentissages au regard des besoins du contexte local et national en matière de santé (VIH/SIDA), d'environnement, de travail, etc.

▲ Le programme zambien de lecture dans l'enseignement primaire

Panéliste :

- M. Françis SAMPA, ministère de l'Education nationale, Zambie

Lancé en 1998, ce programme vise à améliorer les performances des élèves de l'enseignement primaire en lecture et en écriture. Les activités développées dans ce cadre ont été : (i) l'élaboration et la mise en œuvre d'un modèle d'enseignement bilingue qui introduit l'utilisation de sept langues locales comme premières langues d'instruction pendant que l'anglais est étudié comme matière orale, puis écrite avant de devenir langue d'instruction, (ii) l'accompagnement de l'expérience par l'application de pédagogies centrées sur l'apprenant, l'évaluation continue des apprentissages et un système de soutien aux enseignants, (iii) le renforcement du sens de la lecture par des supports éducatifs (VIH-SIDA, genre, compétences de vie…) inclus dans les livres scolaires. Les résultats comparés d'évaluations conduites en 1999 (début du programme)

et 2002 montrent que les niveaux de lecture des classes dans les différentes régions du pays se sont améliorés à des taux variant de 30 % à 68 %. En outre, le programme a favorisé aux niveaux national et local le renforcement des capacités institutionnelles et techniques de gestion, de suivi et d'appui des écoles et des enseignants. Le ministère a développé un programme 2003-2007 et un plan de décentralisation qui devraient assurer la durabilité de l'expérience. Des défis restent tout de même posés avec la pénurie de personnel dans les écoles, les effectifs pléthoriques des classes et les bas salaires des enseignants.

▲ Au-delà de l'accès et de l'équité : améliorer la qualité de l'éducation des nomades au Nigéria

Panéliste :

- Mme Nafisatu MOHAMMED, ministère de l'Education nationale, Nigéria

Le programme d'éducation pour les enfants nomades a été lancé en 1989 au Nigéria pour adapter l'offre éducative à la demande de cette catégorie de populations de pasteurs et de pêcheurs. Il est développé à travers des démarches novatrices dont notamment : (i) adaptation des contenus des programmes aux besoins et réalités de ces communautés, (ii) flexibilité de l'emploi du temps et du calendrier scolaire de façon à les adapter aux rythmes de la vie nomade, (iii) utilisation des langues parlées par les populations nomades comme langues d'instruction, (iv) fabrication de salles de classes pliantes et mobiles et de bateaux-écoles (v) rénovation pédagogique et formation des enseignants en conséquence. Le programme ouvre aussi des perspectives de sédentarisation des nomades et prévoit des dispositifs à cette fin. En plus des résultats qui montrent des progrès significatifs en termes d'accès et d'équité, l'étude présente une analyse des coûts et une évaluation de la qualité.

▲ Le développement de la petite enfance (DPE) : une stratégie importante pour améliorer les résultats de l'éducation

Panéliste :

- Mme Judith EVANS, consultante, Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE)

Le concept de développement de la petite enfance (DPE) va au-delà de la préparation à la scolarisation et intègre la stimulation des potentialités de l'enfant, des soins de santé, une alimentation adéquate et la création d'un environnement propice à la protection et à l'épanouissement de la personnalité de l'enfant. L'étude souligne : (i) l'importance de développer de manière précoce certaines potentialités faute de quoi elles se perdent, (ii) la plus-value du DPE pour la réussite des apprentissages scolaires et, plus tard, pour de meilleures performances professionnelles (iii) l'importance de renforcer l'équité pour améliorer la qualité, notamment en faveur des filles et des enfants issus de milieux défavorisés. L'étude examine la situation du DPE en Afrique marquée par la faiblesse de la pré- scolarisation et des budgets qui y sont consacrés ainsi que l'inadaptation des programmes. Les recommandations faites s'orientent vers : (i) la promotion de l'approche intégrée, (ii) l'implication des parents, des communautés et des ONG et l'utilisation de leurs ressources éducatives, (iii) l'adoption de programmes de qualité financièrement durables, (iv) le renforcement des capacités des personnels et des parents, (v) la mise en place de cadres politiques et opérationnels tenant compte des réalités et des besoins des communautés, (vi) l'élargissement du DPE aux zones rurales et aux milieux démunis, (vii) la reconnaissance de la diversité des modes d'interventions et l'intégration de services axés sur la santé, la nutrition, la cognition, et le développement moteur, psycho-social et affectif de l'enfant.

Panel 6 : Implantation des réformes dans les écoles et dans les classes

15h00 - 16h30

Président :

- S.E. M. Prof. Fabian OSUJI, ministre de l'Education, Nigéria

Objectifs et contenus

Les changements significatifs pour l'amélioration de la qualité de l'éducation se déroulent dans l'école et dans la classe. Ce panel vise à identifier et à analyser les stratégies et les démarches, les conditions et les facteurs favorables à la traduction des réformes en changements de pratiques chez les acteurs directs de l'action éducative dans la classe : enseignants et apprenants. L'implantation de l'innovation à ce niveau est en effet l'enjeu principal des réformes éducatives mais les expériences montrent aussi les défis énormes et complexes auxquels elle se heurte.

Présentations

▲ Généralisation et pérennisation des réformes

Panéliste :

- M. Kabule WEVA, université de Moncton, Canada

Dans la ligne de la biennale de l'ADEA 2001, cette synthèse de cinq études de cas reprend la typologie de la généralisation des réformes ainsi que les conditions et les facteurs de leur succès. Elle souligne particulièrement l'importance de l'engagement social et politique, le rôle de la communication, de la consultation et de la décentralisation, et la nécessité d'un cadre de politique nationale spécifique et d'un financement conséquent pour assurer la durabilité de la réforme. Les recommandations soulignent qu'il est important de prévoir : (i) une étape de mise à l'essai avant toute généralisation, (ii) une décentralisation créant un espace d'autonomie et d'initiative aux communautés locales et aux écoles, (iii) une gestion, un soutien de proximité et une communication impliquant tous les acteurs.

▲ Une approche d'amélioration de la qualité dans un contexte de réforme en Mauritanie

Panéliste :

- Mme Nebghouha MINT MOHAMED VALL, ministère de l'Education nationale, Mauritanie

Dans le cadre de la mise en place du Programme national du développement du secteur éducatif (PNDSE), la Mauritanie a développé une dimension d'amélioration de la qualité de l'éducation qui a nécessité la mise en place d'une structure chargée du pilotage stratégique, de la coordination et de la gestion des différentes activités. Des instruments tels que des manuels de procédures et des manuels d'exécution ont été conçus pour faciliter l'exécution. Le gouvernement a accompagné ce programme par de grandes campagnes de communication pour l'alphabétisation et l'accès à la lecture pour tous les citoyens afin de garantir l'amélioration des connaissances des parents et leur soutien à l'éducation des enfants. L'étude souligne le degré d'engagement des pouvoirs publics, la mobilisation des acteurs et des ressources, la validation politique à temps des propositions techniques et la qualité du pilotage comme facteurs importants de succès. En fait, c'est un véritable contrat qui a été négocié avec l'ensemble des acteurs pour fédérer les ressources éducatives de l'Etat et de la société civile en vue d'améliorer les performances du système éducatif.

▲ **L'impact du programme de réforme de l'enseignement primaire sur la qualité de l'éducation de base en Ouganda**

Panéliste :

- M. Joseph EILOR, ministère de l'Education nationale, Ouganda

Depuis 1992, le gouvernement de l'Ouganda s'est engagé dans une réforme ambitieuse avec l'objectif d'universaliser l'enseignement primaire et d'améliorer la qualité de l'éducation de base. Au regard de la qualité, les interventions ont porté sur le système de gestion de formation initiale et de formation continue des maîtres, des directeurs d'écoles et des gestionnaires de l'éducation ; sur la production et la distribution de matériel d'apprentissage ; et sur une adaptation des curricula et des examens. L'étude note l'importance d'impliquer les communautés dans les changements d'attitudes et de valeurs, d'introduire la pédagogie active et de développer des stratégies orientées vers la demande. Parmi les leçons retenues, figurent la nécessité de définir clairement les objectifs et les priorités, de mettre en place un dispositif de renforcement des capacités institutionnelles et de mobiliser le soutien des communautés afin de développer de nouveaux partenariats. L'engagement du gouvernement s'est aussi traduit par un soutien financier conséquent.

▲ **Leçons apprises de l'approche « Amélioration de la qualité de l'éducation » (IEQ)**

Panéliste :

- Mme Jane SCHUBERT, Senior Research Fellow, American Institutes for Research, USAID

Cette étude porte sur l'évolution des connaissances et les expériences des trente dernières années concernant l'amélioration de la qualité de l'éducation. La problématique du passage des connaissances sur la qualité vers des pratiques de qualité dans les classes est au centre des discussions. L'USAID a appuyé un projet intitulé « L'amélioration de la qualité de l'éducation » (IEQ) qui a été appliqué dans dix-sept pays. Il en ressort des enseignements qui incitent à se focaliser sur l'enseignement, l'apprentissage et les résultats comme étant au cœur des stratégies d'amélioration de la qualité. Partant du fait qu'aucune école ne ressemble à une autre, l'étude met en avant la nécessité de baser les stratégies d'implantation et de gestion de la qualité sur les réalités spécifiques de chaque école, ce qui conduit, dans tout effort d'amélioration de la qualité, à partir de la base comme unité de changement (c'est-à-dire de l'école et de la classe). C'est ainsi que l'attention et l'effort se portent sur : ce que savent les enseignants ; comment ils enseignent ; ce que font les élèves dans les classes ; les ressources qui appuient les processus d'enseignement et d'apprentissage ; ce que les élèves apprennent ; comment ils apprennent. Le cycle qu'utilise IEQ inclut l'évaluation de l'apprentissage et de l'enseignement, les méthodologies multiformes, l'analyse des données qualitatives et quantitatives et les évaluations formatives, sources de changement des pratiques.

Panel 7 : TABLE RONDE
Comment assure-t-on la qualité ailleurs ? **17h00 - 18h30**

Président :

- Mme Françoise CAILLODS, directrice adjointe, Institut international de planification de l'éducation (IIPE)

Panélistes :

- M. Jacob BREGMAN, spécialiste principal en éducation, Banque mondiale
- Mme Magdallen JUMA, senior manager, Université Virtuelle Africaine (UVA)
- M. James ADU OPARE, Université de Cape Coast, Ghana, Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES)
- Mme Tisna VELDHUYZEN VAN ZANTEN, vice présidente et directrice, Développement international, University Research Co.

Objectifs et contenus

Ce panel explorera les expériences d'amélioration de la qualité à d'autres niveaux que l'éducation de base, (dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur) et dans d'autres secteurs (la santé, les nouvelles technologies), pour chercher à en tirer des enseignements et des contributions utiles. Il est souvent arrivé que les réformes pédagogiques soient inspirées de stratégies développées dans des secteurs autres que l'éducation. De telles inspirations peuvent-elles naître de l'analyse des stratégies garantissant la qualité dans les domaines de la santé ou des nouvelles technologies ? Cette quête s'effectuera sous la forme d'une table-ronde.

▲ La qualité de l'éducation secondaire en Afrique

Les progrès réalisés dans l'éducation de base pour tous créent une demande accrue pour un niveau plus élevé d'éducation. Le document soulève trois questions: (i) Quel est l'état de l'enseignement secondaire en Afrique en rapport avec l'accès, l'équité et la qualité ? (ii) Quelles sont les tendances et les bonnes pratiques en matière d'amélioration de la qualité de l'éducation dans les pays de l'OCDE ? (iii) Parmi celles-ci, existe-t-il des enseignements qui peuvent s'appliquer à l'enseignement secondaire en Afrique ?

Le document indique la situation préoccupante de l'enseignement secondaire en Afrique et pose les défis suivants : recherche de solutions coûts-efficaces, mise en place de standards d'équité et de qualité, formation efficace des enseignants, réforme des curricula, amélioration de la gestion et de l'imputabilité, combinaison qualité-pertinence et international-local.

▲ Assurer la qualité dans l'éducation à distance au niveau du supérieur : l'expérience de l'Université Virtuelle Africaine (UVA)

Cette étude présente l'expérience de l'UVA concernant les stratégies et les dispositifs à mettre en œuvre pour garantir la qualité dans l'enseignement supérieur à distance. L'UVA a été lancée en 1997 par la Banque mondiale. Depuis, elle a évolué du statut de projet vers celui d'université à part entière et a démarré sa phase opérationnelle en 2002. Le modèle pédagogique de l'UVA est centré sur l'apprenant : les étudiants sont les principaux acteurs de leur apprentissage et sont accompagnés par les professeurs qui les conseillent et suivent leurs progrès tout en facilitant leur accès aux connaissances. Le mode d'enseignement combine plusieurs procédures qui permettent à l'étudiant d'utiliser Internet, intranet et des CD-rom et d'entrer en contact avec un animateur local pour davantage d'explications, d'informations, de conseils et d'appréciations. Le courriel sert

également aux étudiants pour communiquer. Ceux-ci peuvent aussi suivre des vidéo-conférences et télé-conférences et accéder à la bibliothèque numérique de l'UVA. Les défis posés à l'UVA sont la pénurie des ressources informatiques, la lenteur de connexion à Internet, les entraves liées aux politiques de télécommunications, les coûts élevés des télécommunications, la faiblesse des compétences en technologies d'information et de communication, le scepticisme à l'égard de l'apprentissage par la technologie.

▲ **Le rôle et la contribution de l'enseignement supérieur pour améliorer la qualité de l'éducation de base - Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES)**

Le centre de recherche pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement au Ghana est une unité créée au sein de la faculté de l'éducation de l'université Cape Coast pour des recherches centrées sur l'école et la classe. Les activités de recherche ont développé des projets tels que : (i) l'examen de la disponibilité et de l'utilisation des matériels d'enseignement et d'apprentissage dans les sciences, les mathématiques et l'anglais ; (ii) l'étude sur les performances de l'apprentissage et les améliorations de la qualité dans les écoles primaires et (iii) l'évaluation de l'application de la politique linguistique dans les écoles primaires. L'étude observe que les activités de recherche ont de l'impact sur la politique du gouvernement en matière de l'éducation de base et ont contribué à des changements d'attitudes en classe aussi bien chez les maîtres que chez les élèves et dans certains cas au niveau des communautés. La présentation souligne le rôle important que peut jouer l'enseignement supérieur dans l'amélioration de qualité de l'éducation de base.

▲ **Assurer la qualité dans le secteur de la santé**

Les programmes sanitaires et les pays se rejoignent désormais tous autour de la question de la qualité. La multiplication des directives fondées sur l'expérience, l'attention accrue accordée au bien-être du patient et au pilotage des résultats sanitaires, les initiatives visant à limiter les gaspillages et l'inefficacité pour assurer une utilisation optimale de ressources limitées ainsi que l'implication toujours plus poussée des communautés dans la gestion et l'amélioration des soins de santé témoignent d'une sensibilisation accrue à l'importance d'instaurer des soins de santé de meilleure qualité. Ce document évoquera la stratégie retenue par le projet d'assurance qualité, financé par l'USAID et dont la mise en œuvre dans plus d'une trentaine de pays a été couronnée de succès. La démarche adoptée fait appel à des instruments d'assurance qualité (AQ) et de gestion de la qualité dans un cadre institutionnel et organisationnel.

Panel 8 :
Décentralisation et diversification :
rôle de la société civile et des communautés

9h00 - 11h00

Président :

- S.E. M. Prospère MPAWENAYO, ministre de l'Education nationale, Burundi

Objectifs et contenus

Une éducation de qualité pour tous exige un engagement de l'Etat mais aussi une mobilisation des ressources éducatives latentes dans la société. Le partenariat avec la société civile, la participation communautaire, la prise de responsabilités des autorités locales et les initiatives du secteur privé dépendent pour beaucoup de l'espace que leur donnent les politiques du gouvernement. Le panel, sous forme de table-ronde, visitera les expériences de décentralisation et de contractualisation qui permettent d'impliquer efficacement différents acteurs et partenaires de l'éducation dans la formation et la mise en œuvre des politiques de qualité. L'offre est ainsi diversifiée, et répond à la diversité de la demande d'éducation de qualité.

Présentation

▲ **Décentralisation et la diversification des systèmes : impliquer et responsabiliser pour une « citoyenneté scolaire »**

Panélistes :

- M. Boubacar NIANE, professeur à l'Ecole normale supérieure, Sénégal
- M. Jordan NAIDOO, Advanced Doctoral Fellow, Harvard Graduate Scool of Education, USA

Dans les expériences de décentralisation pour l'amélioration de la qualité, la contractualisation et la dévolution de pouvoirs au niveau de l'école et de la communauté se sont révélées comme de puissants leviers d'énergie créatrice. Le partenariat, la participation et la coopération mettent en place une fédération d'acteurs et de structures particulièrement productive. Les leçons apprises de ces expériences montrent que : (i) les environnements scolaires recèlent d'énormes ressources latentes qui peuvent être mobilisées pour améliorer la qualité de l'éducation ; (ii) la confiance, la transparence et la valorisation de la participation communautaire dans le processus de prise de décision sont porteuses ; (iii) le dialogue social permanent, l'amélioration de la production éducationnelle et l'effort de financement endogène contribuent à la promotion de la qualité dans les politiques de décentralisation-déconcentration. Ces politiques peuvent favoriser le renforcement des heures effectives d'apprentissage, la mise à disposition à temps de matériels et d'outils d'apprentissage, l'utilisation des technologies, le soutien de proximité aux enseignants, des mesures de motivation des personnels, le soutien des parents et la compatibilité entre temps scolaire et temps social qui représentent des supports essentiels à la qualité.

TABLE RONDE : Décentralisation et participation de la société civile

Panélistes :

- M. Boubacar NIANE, professeur à l'Ecole normale supérieure, Sénégal
- M. Alassane NDIAYE, directeur de l'Alphabétisation, ministère délégué chargé de la Formation professionnelle publique et privée, de l'Alphabétisation et des Langues nationales du Sénégal
- M. Ratrema WILLIAM, ministère de l'Education nationale, Madagascar
- M. Paul Taryam ILBOUDO, Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF)
- Mme Deborah GLASSMAN, consultante, Save the Children
- M. Mohamed Chérif DIARRA, Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE)
- M. François GERIN-LAJOIE, directeur, Fondation Paul Gérin-Lajoie

▲ Expérience du Sénégal : décentralisation de la gestion de l'éducation et diversification des offres : le « faire-faire »

La stratégie du « faire-faire » est basée sur l'établissement d'un partenariat entre l'Etat, les organisations de la société civile et la communauté. A partir d'une distribution équilibrée et fonctionnelle des rôles, ce partenariat opère grâce à un Fonds d'appui qui fonctionne à travers des mécanismes et des procédures opérationnelles de développement et de financement de projets d'alphabétisation pour les adultes et d'éducation alternative pour les enfants et adolescents. En direction de la qualité, divers instruments et initiatives sont développées : (i) les cadres de concertation qui évaluent et améliorent de façon constante les actions menées ; (ii) un dispositif d'évaluation et de renforcement de capacité des différents acteurs reposant sur quatre fonctions (l'information, la supervision, la recherche de la qualité et le soutien) ; (iii) le renforcement des moyens logistiques et financiers, (iv) la diversification et l'approfondissement de l'offre éducative en réponse à la diversité de la demande. Les défis restent l'implication des collectivités locales ainsi que la collecte et la gestion de données.

▲ Les Contrats Programmes (CP) et l'amélioration de la qualité à Madagascar

Le Contrat Programme (CP) est inspiré du droit coutumier malgache et se présente comme un accord entre les membres d'une communauté et le ministère de l'Education. Il tient compte des conditions du contexte local, vise un partage des objectifs des programmes et distribue les rôles entre les parties contractantes. Les premiers CP ont surtout mis l'accent sur l'élargissement de l'accès et le renforcement de l'équité et, à partir de 1999, ils ont pris en charge l'amélioration des pratiques pédagogiques. Cette stratégie a permis de réduire les taux de redoublement et d'augmenter les taux de réussite au Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires (CEPE). Les interventions ont, entre autres, porté sur la formation des directeurs d'écoles et des conseillers pédagogiques à la gestion de l'apprentissage et à l'organisation de l'école en relation avec la communauté. Ceci a conduit à un aménagement plus approprié de l'apprentissage, de la planification de l'enseignement, du renforcement et du soutien pédagogique aux enseignants et de la disponibilité des manuels scolaires. On a observé que les élèves et les enseignants sont devenus ponctuels, plus assidus et plus motivés.

▲ Expérience du Burkina Faso : améliorer la qualité de l'éducation de base

Après un bilan de l'évolution de l'éducation de base au Burkina-Faso de 1960 à nos jours, l'étude analyse diverses innovations éducatives et pédagogiques visant à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des apprentissages: écoles satellites, éducation bilingue, centres d'éducation de base non-formelle, centres « banma nuara », approche « Reflect » et pédagogie du texte. Ensuite, elle ouvre un regard prospectif sur le développement du système en relation avec l'objectif d'éducation pour tous. L'accent est mis sur le rôle important de l'éducation non-formelle et de l'éducation bilingue, qui, intégrées dans le système, peuvent donner une impulsion forte à la fois

à la marche vers l'accès et l'équité ainsi qu'aux efforts d'adaptation des contenus éducatifs et de renforcement de la qualité des apprentissages.

▲ **Les écoles de village de Save the Children US au Mali, 1992-2003 : une perspective de la qualité de l'accès**

Pendant une dizaine d'années, les autorités maliennes ont affecté des ressources humaines et financières à la résolution des deux grands défis du système éducatif du pays – élargir l'accès et améliorer la qualité de l'apprentissage. Cette initiative a conduit à la création d'écoles communautaires, qui sont autant d'organisations éducatives nouvelles nées des limites des services publics à répondre à la demande d'éducation dans les zones rurales. Aujourd'hui, ces écoles offrent une véritable solution alternative pour parvenir à une éducation de qualité pour tous. Le modèle proposé en 1992 par Save the Children pour scolariser les enfants des villages marquait une rupture radicale avec le modèle éducatif formel existant et ce, à plusieurs égards. Depuis cette date, Save the Children, États-Unis s'occupe des écoles communautaires (ou de village) du Mali et a élargi sa démarche, tout en l'adaptant, à sept autres pays d'Afrique. Ces écoles proposent une éducation adaptée aux villages ruraux du Mali éloignés des écoles traditionnelles. Parallèlement, ce modèle original a questionné les a priori sur l'éducation « efficace ». Ce document retrace l'évolution de l'approche adoptée au Mali et s'intéresse aux rapports qu'elle entretient avec la réforme éducative du pays. Une série de questions viennent conclure ce texte, concernant la valorisation et l'évaluation des projets éducatifs gérés par des ONG recevant une aide extérieure.

▲ **Le financement de l'éducation dans un contexte de décentralisation au Mali, au Nigéria et en Ouganda - Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE)**

Cette présentation étudie et analyse la gestion financière de l'éducation dans un contexte de décentralisation, en s'appuyant sur études de cas faites sur le Mali, le Nigéria et l'Ouganda. La nature, l'horizon temporel et les spécificités des processus de décentralisation de ces pays justifient ce choix. Les études passent en revue les expériences et les impacts des différentes approches adoptées ainsi que les divers aspects de la décentralisation, en intégrant également les notions de déconcentration et de délégation. Ces études parviennent à la conclusion que la gestion financière de l'éducation dans le contexte de décentralisation mise en œuvre par les trois pays présente de nombreux points communs et que les différences observées sont davantage liées à des variations contextuelles propres à chacun d'entre eux qu'aux structures de gestion financière opérant aux différents échelons de gouvernement.

▲ **Formation de terrain et accompagnement des jeunes volontaires de l'éducation de base au Niger - l'expérience de la Fondation Paul Gérin-Lajoie**

La Fondation Paul Gérin-Lajoie a observé les conditions d'apprentissage des élèves de 19 écoles de brousse au Niger. Ce qui a permis de constater que certains enseignants ne faisaient que du gardiennage, d'autres tentaient de développer des enseignements mais n'en maîtrisaient pas le contenu. Dans ces classes il y avait beaucoup d'absentéisme ; dans certains villages les parents ne voulaient plus confier leurs enfants à ces enseignants parce qu'il n'y avait pas d'apprentissage. Ce document analyse les modalités de formation des directeurs et des volontaires de l'éducation conçues dans le cadre d'une recherche-action et mises en œuvre sur le terrain pour favoriser l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Les résultats sur la motivation des enseignants et leurs relations avec les directeurs d'école ainsi que sur les apprentissages des élèves semblent être très encourageants. Une seconde partie du document est consacrée au programme ***Éducateurs sans frontières,*** un réseau d'éducateurs canadiens qui accompagnent bénévolement leurs homologues dans les systèmes scolaires des pays du Sud. L'objectif est de favoriser un partage des connaissances et des savoir-faire pédagogiques pour appuyer le développement de l'éducation de base. En plus de Haïti, trois pays africains, le Sénégal, le Mali et le Niger, ont bénéficié de ce programme.

Panel 9 : Partenariats externes : financement et partage des connaissances

11h30 - 13h30

Présidente :

- Mme Sarah MOTEN, coordonnatrice principale, Division de l'éducation, USAID

Objectifs et contenus

Ce panel examine les stratégies d'assistance des agences de développement en relation avec l'amélioration de la qualité. Sont concernées les agences multilatérales comme les agences bilatérales. Les échanges cherchent à questionner aussi bien les priorités d'ancrage de l'appui que la coordination des interventions, notamment au regard des approches sectorielles. Le bilan et les leçons tirées devraient encourager des changements visant à renforcer la pertinence et l'efficacité des partenariats externes.

Présentations

▲ **Solutions locales à des défis mondiaux: Vers un partenariat efficace en éducation de base. Évaluation conjointe du soutien externe à l'éducation de base dans les pays en développement**

Panéliste :

- Mme Sheila DOHOO FAURE, consultante pour l'évaluation conjointe

Ce rapport rend compte des résultats d'une évaluation conjointe de l'aide extérieure, accordée à l'éducation de base dans les pays en développement, qui a été entreprise en février 2002 par un consortium de 13 bailleurs et quatre pays partenaires (Bolivia, Burkina Faso, Ouganda et Zambie). L'évaluation a porté sur le processus d'octroi de cette aide à l'éducation de base – par les organismes nationaux et internationaux de financement et d'assistance technique – dans les pays partenaires pendant douze ans, de 1990 à 2002. L'évaluation s'est intéressée aux rapports entre les intentions, les pratiques et les résultats de l'aide extérieure, afin de pouvoir en tirer des leçons utiles pour l'amélioration des politiques et des programmes.

Une grande conclusion se dégage de cette évaluation – la recherche systématique de partenariats véritables ouvre la voie à un octroi efficace et une utilisation judicieuse de l'aide extérieure à l'éducation de base et, partant, à l'amélioration de l'éducation de base dans les pays partenaires. L'engagement en faveur des partenariats se retrouve clairement dans toutes les initiatives prises aussi bien par les agences extérieures que par les partenaires nationaux et locaux pendant la période considérée. L'évaluation pointe pourtant une lacune flagrante : un manque de volonté et de détermination d'améliorer l'éducation de base par l'intermédiaire de solutions élaborées localement qui, parce qu'elles sont conçues sur le terrain au lieu de résulter de modèles développés à l'échelle internationale, sont les mieux adaptées aux spécificités des pays partenaires.

▲ **La mise en œuvre : une étape cruciale dans la transformation des politiques et des investissements en résultats**

Panéliste :

- M. Ibrahima BAH-LALYA, coordonnateur, GT sur l'analyse sectorielle (GTASE)
- M. Richard SACK, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA

« La politique est ce qu'en fait sa mise en œuvre «. Basée sur cette assertion, l'étude analyse les rapports d'évaluation et de revues annuelles, à mi-parcours et de fin de projets/programmes ainsi que des documents d'appui inter-agences de onze pays (Bénin, Ethiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Malawi, Mali, Nigéria, Tanzanie, Ouganda et Zambie). Elle révèle un bilan préoccupant et identifie certains obstacles : faible réactivité du secteur éducatif face aux contraintes et besoins des autres secteurs, résistances internes aux changements, limitations de temps et de ressources, implication insuffisante des parties prenantes dans les processus d'élaboration des politiques, stratégies de suivi et d'évaluation peu adaptées… Pour résoudre le déphasage entre élaboration et mise en œuvre, l'étude présente une série de propositions à prendre en compte notamment : accroître la flexibilité pour plus de réactivité et d'adaptabilité, intégrer la probabilité d'évolutions de situations, réduire l'intervalle de temps entre élaboration et mise en œuvre, faire participer toutes les parties prenantes, réfléchir sur la distribution adéquate des rôles et les fonctions précises des politiques éducatives dans les situations de décentralisation, de dialogue politique et de partenariat.

▲ **Appui à la qualité de l'éducation de base en ASS : l'expérience de la Banque Mondiale**

Panéliste :

- Mme Jeanne MOULTON, consultante

L'étude faite par une consultante est basée sur l'analyse de documents de cinquante huit projets dans trente pays sur les évaluations faites dans la période 1987-2003 et sur des entretiens avec des responsables de projets de huit pays africains. Pour l'appui à la qualité, on y observe que la Banque Mondiale est passée d'une approche basée sur la construction d'infrastructures et la fourniture de manuels scolaires à une approche systémique. Parallèlement, son centre d'intérêt a évolué d'une focalisation sur les ministères vers une focalisation sur la salle de classe. La participation communautaire, la réforme des systèmes de recrutement et de formation des enseignants, l'évaluation continue des apprentissages, l'utilisation de la radio, les programmes de santé et de nutrition à l'école, la décentralisation des services éducatifs et la prise en compte de facteurs de qualité non-salariaux ont été, entre autres, des domaines de contribution de la Banque. L'étude identifie aussi les contraintes qui limitent ces contributions et que la Banque n'a pas pu résoudre : pénurie d'intrants et de processus de base, gestion inefficace des ressources, faiblesse des efforts de décentralisation, implantation insuffisante de l'évaluation etc. Pour répondre à ces défis, l'étude propose des pistes : renforcer les capacités des acteurs directs et le développement institutionnel des ministères, promouvoir des stratégies intersectorielles intégrant santé, nutrition et développement de la petite enfance dans les politiques de qualité.

▲ **L'éducation primaire universelle dans les sociétés multilingues : l'expérience de la Coopération technique allemande**

Panélistes :

- M. Kurt KOMAREK et M. Dagmar ORTH, Coopération technique allemande

Le document présente un historique de vingt-cinq ans d'expérience de la Coopération technique allemande d'appui à l'éducation pour tous dans des sociétés multilingues ainsi que les principaux enseignements à en tirer, notamment en ce qui concerne l'Afrique. Le document souligne le rôle primordial de la langue maternelle dans les processus d'apprentissage et tire les principales leçons de son utilisation comme médium d'instruction. Il apparaît que : (i) l'utilisation de la langue parlée par l'apprenant rend plus efficace les acquisitions en lecture, mathématiques, sciences et langues étrangères, (ii) l'apprentissage dans différentes langues se heurte à des défis importants mais les difficultés techniques ne constituent pas les obstacles majeurs, (iii) la disponibilité de manuels

scolaires et de guides pour les enseignants dans les langues locales représente un élément-clef, (iv) l'éducation bilingue est à entreprendre de manière systématique avec la prise en compte adéquate de la langue officielle.

▲ **Enseignements tirés de la mise en œuvre d'une réforme des curricula**

Panéliste :

- Jacques PLANTE, Université de Laval, Canada

Cette étude a pour source principale une expérience sénégalaise de construction d'un nouveau curriculum d'éducation de base fondée sur l'approche par compétences et appuyée par l'ACDI. Analysant les différentes étapes du processus d'élaboration et de la mise en œuvre, elle s'attache à en tirer des enseignements utiles ayant trait ; (i) aux préalables à satisfaire pour la mise en place de la réforme, (ii) aux conditions de la mise à l'essai d'une nouvelle approche curriculaire, (iii) aux facteurs déterminant la généralisation de cette approche et (iv) à des recommandations. générales.

Ateliers parallèles et Forum des ministres — 15h00 - 18h30

Trois ateliers parallèles seront organisés dans l'après-midi de la troisième journée. Ils ont pour objectifs d'approfondir les discussions faites en séances plénières et de dégager des conclusions et des recommandations en vue de renforcer les politiques et les partenariats pour l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique. Chaque atelier disposera d'un animateur, d'un rapporteur et de quatre personnes-ressources dont les rôles respectifs figurent dans un document séparé.

Atelier 1 sur les politiques et le financement	Atelier 2 sur les stratégies et actions dans les écoles et les classes	Atelier 3 sur les partenariats
Session 1	**Session 1**	**Session 1**
15h-16h30	**15h-16h30**	**15h-16h30**
Animateur : Mme Maire MATTHEWS, conseiller en éducation, Irish Department of Foreign Affairs ◆ Conceptions de la qualité : perspectives différentes et tendances convergentes ◆ Politiques de qualité : options et priorités fondamentales	*Animateur :* M. Cream WRIGHT, directeur, Division du programme du secteur de l'éducation, UNICEF ◆ Stratégies pour des enseignants compétents et des pédagogies efficaces dans les classes ◆ Conditions d'implantation réussie des réformes axées sur la qualité dans les pratiques d'enseignement et d'apprentissage au niveau de l'école et de la classe	*Animateur :* Mme Nancy FOSTER, agent principal de programme, ACDI, Canada ◆ Enseignements et contributions d'autres niveaux d'éducation et d'autres secteurs pour la qualité de l'éducation de base ◆ Décentralisation et diversification de l'offre : rôle de la société civile, des communautés et du secteur privé
Session 2	**Session 2**	**Session 2**
17h-18h30	**17h-18h30**	**17h-18h30**
◆ Critères et stratégies pour garantir l'efficacité et l'équité dans le financement de la qualité ◆ A propos d'intrants essentiels : cadre indicatif pour des choix d'investissements coût-efficaces	◆ Education bilingue et amélioration de la qualité : conditions de succès ◆ Enjeux et défis de l'adaptation des curricula au contexte local	◆ Partenariats pour le partage des connaissances et le renforcement des capacités ◆ Partenariats pour le financement et l'efficacité de la qualité

La réunion du Forum des ministres se tiendra en même temps qu'auront lieu les ateliers parallèles.

Forum des ministres

Session 1 – 15h-16h30

- Stratégies pour la mise en œuvre du NEPAD dans le secteur de l'éducation
- Présentations sur le NEPAD
- Une revue par les pairs : l'exemple de l'OCDE peut-il inspirer une pratique africaine ?
- Inclure les enfants handicapés dans l'éducation pour tous : une proposition de l'OCDE

Session 2 – 17h-18h30

- Présentation du rapport d'activités du Bureau sortant
- Election du nouveau Bureau des ministres

Soirée de gala de l'ADEA et célébration du quinzième anniversaire de l'association

à partir de 19h30

L'ADEA fêtera son 15e anniversaire au cours de la soirée du troisième jour de la biennale. Cette célébration se fera en présence des anciens présidents, deuxièmes présidents, et secrétaires exécutifs.

La cérémonie commémorative sera marquée par des témoignages sur l'activité et l'évolution de l'ADEA au regard de sa mission d'appui au développement de l'éducation en Afrique.

La célébration sera suivie par un dîner de gala.

Panel 10 : TABLE RONDE
VIH/SIDA et qualité de l'éducation

9h00 - 9h45

Présidente :

- Mme Aïcha BAH DIALLO, assistante directeur général adjointe, directrice de l'Enseignement de base, UNESCO

Panélistes :

- M. Gudmund HERNES, directeur, Institut international de planification de l'éducation (IIPE)
- Alphonse KANGAH, médecin, Côte d'Ivoire.

Objectifs et contenus

En Afrique subsaharienne, l'impact de la pandémie du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation préoccupe fortement. Cette table ronde se focalise sur les aspects liés à la qualité de l'éducation, notamment sur le processus enseignement-apprentissage au regard de l'impact de la pandémie sur les enseignants et sur les apprenants. La relation doit aussi être examinée dans la perspective d'une éducation de qualité qui contribue à la prévention. Les discussions sur la collecte et le traîtement des données doivent promouvoir la mobilisation du leadership politique, des visions politiques enrichies et, surtout, le développement de programmes sectoriels de lutte contre le SIDA fondés sur une planification adéquate.

▲ L'impact de l'épidémie du VIH/sida sur la scolarisation en Afrique subsaharienne

Cette étude évalue l'impact réel et probable de l'épidémie de VIH/sida sur la scolarité dans les pays d'Afrique subsaharienne. Il analyse en particulier les données disponibles sur la fréquentation scolaire des orphelins ainsi que les taux de morbidité et de mortalité des enseignants dans les pays à forte prévalence. Si l'épidémie fait peser une menace certaine sur l'offre d'éducation de base et les autres formes d'éducation et de formation dans certains pays africains, l'auteur soutient que l'impact global probable de l'épidémie à l'échelle du continent devrait être moins catastrophique que prévu par la plupart des études. Telle est la conclusion fondamentale de cette étude qui soulève plusieurs interrogations.

▲ Le SIDA : une menace pour la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne

Cette étude a pour ambition de proposer aux décideurs des pays d'Afrique subsaharienne chargés de l'éducation, et à leurs partenaires, un cadre analytique permettant d'évaluer l'impact de l'épidémie de sida sur la qualité de l'éducation. Ce cadre pratique propose des orientations pour la détermination des priorités éducatives et pour l'élaboration de stratégies de planification visant à étayer les initiatives conçues par les pays pour parvenir aux objectifs d'éducation pour tous. Les données d'impact du VIH/SIDA sur la qualité de l'éducation, rares et empiriques, imposent une recherche plus systématique. Les données existantes permettent néanmoins de dégager certaines implications pour les politiques futures. L'auteur de cette étude estime que le thème de la qualité de l'éducation est particulièrement bien adapté à l'élaboration de réponses politiques face au VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation ; en effet, ces réponses ne pourront être ni linéaires ni fragmentaires car elles doivent intégrer les facteurs complexes qui interfèrent avec la mise en place d'une éducation de qualité. Si les pays veulent protéger leurs systèmes éducatifs des conséquences de l'épidémie, ils devront s'intéresser à plusieurs facteurs – travailler sur les seules politiques de déploiement des enseignants ou sur les programmes scolaires ne suffira pas. De fait, les initiatives visant à prévenir et à atténuer les effets du VIH/sida dans le secteur de l'éducation doivent faire partie intégrante des stratégies de promotion et de protection de la qualité de l'éducation.

▲ **L'impact du SIDA sur les enseignants en Côte d'Ivoire**

Dr. Kangah parlera d'une étude qu'il a menée entre 1996 et 1998 sur l'impact du VIH/SIDA sur les enseignants en Côte d'Ivoire. Sur la base de statistiques receuillies auprès des hôpitaux et des établissements scolaires, cette étude montre l'impact du SIDA sur le corps enseignant ivoirien et les conséquences qu'il peut avoir sur l'accès et la qualité de l'éducation. Les recommandations faites par cette etude sont de trois ordres: (i) la prévention et la protection des enseignants par eux-mêmes et les services publics est urgente; (ii) la mise en place sans délai d'un système de gestion informatisé pour la collecte, l'analyse et le suivi des données sur l'impact du Sida sur tout le système scolaire est nécessaire et (iii) il faut l'implication de la societé civile dans son ensemble pour faire front au SIDA dans tous les secteurs de developpement.

Panel des rapporteurs des ateliers parallèles	**9h45 - 10h30**

Président :

- M. Serge TOMASI, sous-directeur du développement social et de la coopération éducative, ministère des Affaires étrangères, France

Rapporteurs :

- Mme Pulane LEFOKA, coordonnatrice sortante, ERNESA
- Mme Kathryn TOURE, coordonnatrice régionale, ROCARE
- Mme Carew TREFFGARNE, conseillère principale en éducation, DFID

Rapport du Forum des ministres	**10h30 - 11h00**

- Rapport du président du Bureau des ministres

Séance de clôture	**11h30 - 12h30**

Séance de synthèse générale

Président :

- M. Ahlin BYLL CATARIA, président de l'ADEA

Clôture de la réunion

Conférence de presse sur les conclusions de la conférence	**13h00 - 13h30**

ADEA Biennale 2003 – Projet d'agenda – Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003

	Mercredi 3 décembre	Jeudi 4 décembre	Vendredi 5 décembre	Samedi 6 décembre
9h00 – 11h00	• Séance solennelle d'ouverture • Discours de bienvenue - Président de l'ADEA - Président du Bureau des Ministres • Messages • Discours d'ouverture	**Panel 4. Le développement professionnel des enseignants au cœur de la rénovation pédagogique** a. Synthèse thématique : rénovation pédagogique et développement professionnel des enseignants **TABLE RONDE : le développement professionnel des enseignants** b. L'auto évaluation scolaire : vers une meilleure école (GTPE) c. La réforme de la formation initiale des maîtres en Guinée : Etude/ bilan de la mise en œuvre d. L'implantation de la nouvelle approche pédagogique dans l'enseignement primaire : cas du Cameroun e. La formation des enseignants à distance (GTEDAL)	**Panel 8. Décentralisation et diversification : rôle de la société civile et des communautés** **a. Synthèse thématique.** La décentralisation et la diversification des systèmes : impliquer et responsabiliser pour une « citoyenneté scolaire » **b. TABLE RONDE : décentralisation et participation de la société civile.** Expériences du Sénégal, de Madagascar, du Burkina Faso (GTENF) ; du Mali (Save the Children) ; du Mali, du Nigéria et de l'Ouganda (GTFE) ; de la Fondation Paul Gérin Lajoie	**9h-9h45** **Panel 10. TABLE RONDE VIH/ SIDA et qualité de l'éducation** a. l'impact du VIH/SIDA sur la scolarisation b. Le SIDA : une menace pour la qualité de l'éducation c. L'impact du SIDA sur les enseignants en Côte d'Ivoire **9h45-10h30** Panel des rapporteurs des ateliers parallèles **10h30-11h00** Rapport du Forum des ministres
11h00 – 11h30	Pause café	Pause café	Pause café	Pause café
11h30 – 13h30	*Conférence de presse* **Panel 1. Problématiques de la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne** a. Expérience de Maurice b. Film : points de vue sur la qualité c. Document de discussion Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en ASS	**Panel 5. Renforcement de la pertinence et de l'efficacité de l'apprentissage** a. Synthèse thématique. Pertinence de l'éducation : adaptation des curricula et utilisation des langues africaines b. Le programme zambien de lecture dans l'enseignement primaire pour l'amélioration de l'accès et de la qualité c. Au-delà de l'accès et de l'équité : améliorer la qualité de l'éducation nomade au Nigéria d. Le développement de la petite enfance : une stratégie importante pour améliorer les résultats de l'éducation (GTDPE)	**Panel 9. Partenariats externes : financement et partage des connaissances** a. Evaluation conjointe de l'aide extérieure. Solutions locales à des défis mondiaux : vers un partenariat effectif en éducation de base b. La mise en œuvre : une étape cruciale dans la transformation des politiques et des investissements en résultats c. Appui à la qualité de l'éducation de base en ASS : l'expérience de la Banque mondiale d. L'éducation primaire universelle dans les sociétés multilingues : L'expérience de la coopération technique allemande e. Enseignements tirés de la mise en œuvre d'une réforme des curricula	**11h30-12h30** Séance de synthèse générale **12h30-13h00** Discours de clôture **13h-13h30** *Conférence de presse*
13h30 – 15h00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner

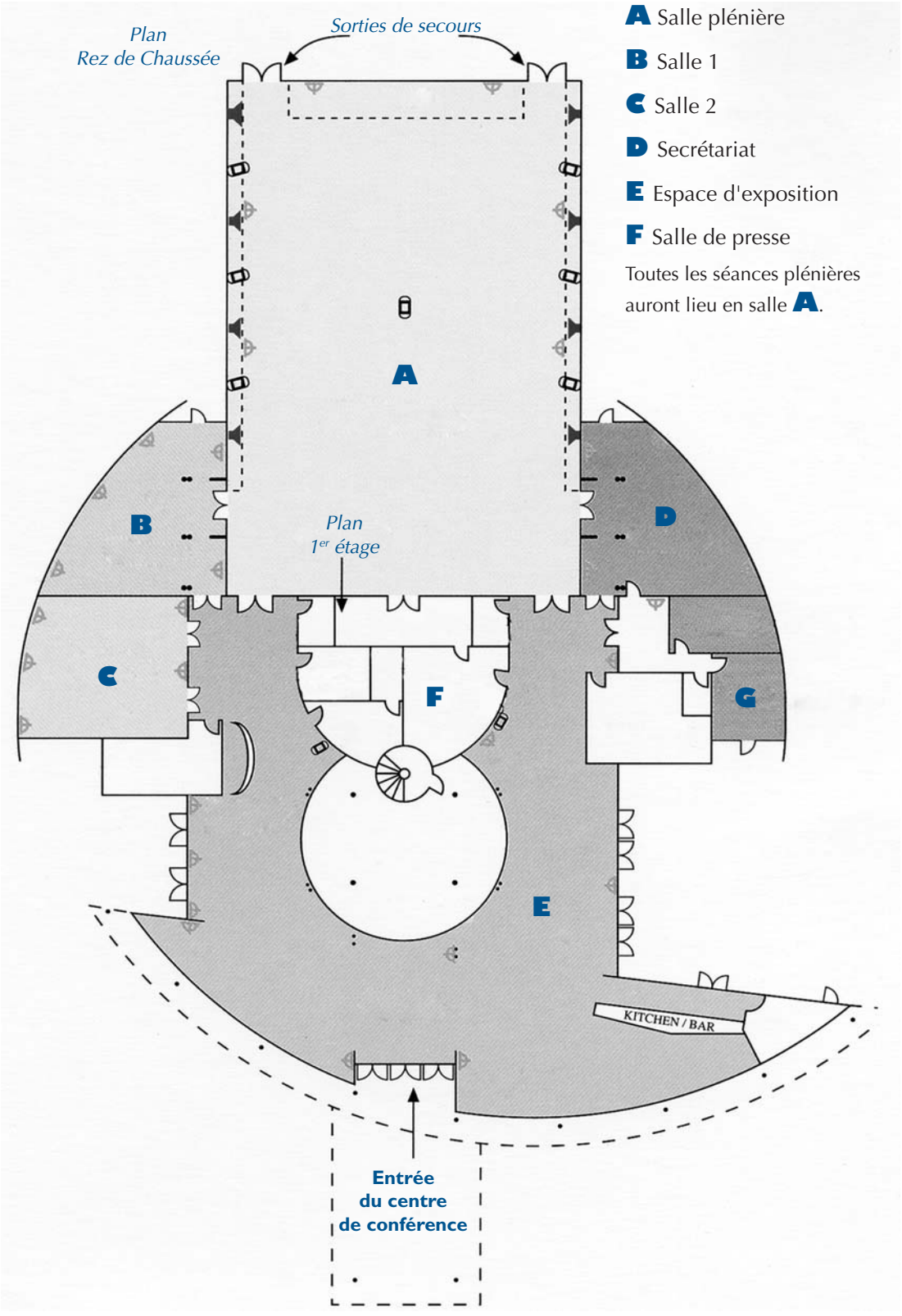
	Mercredi 3 décembre	Jeudi 4 décembre	Vendredi 5 décembre	Samedi 6 décembre
15h00 – 16h30	**Panel 2. TABLE RONDE** **Evaluation et bilan de la qualité de l'éducation en Afrique** a. Bilan des expériences régionales d'évaluation des apprentissages (SACMEQ, PASEC et MLA). b. Utilisation de l'étude MLA pour étudier les facteurs de qualité dans les établissements scolaires privés en Gambie c. Indicateurs et pilotage de la qualité à travers les statistiques de l'éducation (GTSE) d. Suivi des performances : évaluation et examens en Afrique	**Panel 6. Implantation des réformes dans les écoles et dans les classes** a. Synthèse thématique. Généralisation et pérennisation des réformes b. L'amélioration de la qualité dans un contexte de réforme en Mauritanie c. L'impact du programme de réforme de l'éducation sur la qualité de l'éducation de base en Ouganda d. Leçons apprises de l'approche *Amélioration de la qualité de l'éducation* (IEQ)	**Séances parallèles/ Forum des ministres** **Atelier 1 :** Politiques pour améliorer et financer la qualité **Atelier2 :** Stratégies et réformes au niveau de l'école et de la classe. **Atelier 3 :** Partenariats pour la qualité	**Réunion du Comité directeur**
16h30 – 17h00	Pause café	Pause café	Pause café	Pause café
17h00 – 18h30	**Panel 3. Options de politiques et de financement de la qualité** a. Equité et apprentissage : la dimension du genre (FAWE) b. Rapport EPT 2003 sur l'éducation des filles c. Eléments clés pour une politique de la qualité dans le contexte de l'Education pour Tous d. L'enseignement par la radio interactive (IRI) : contribution à la qualité et à l'accès dans le cadre de l'EPT	**Panel 7. TABLE RONDE** **Comment assure-t-on la qualité ailleurs ?** a. La qualité de l'éducation secondaire en Afrique b. Assurer la qualité dans l'éducation à distance au niveau du supérieur : expérience de l'Université Virtuelle Africaine c. Le rôle et la contribution de l'enseignement supérieur pour améliorer la qualité de l'éducation de base (GTES) d. Assurer la qualité dans le secteur de la santé	**Séances parallèles/ Forum des ministres** (suite et fin)	**Réunion du Comité directeur** (suite et fin)
19h30	**Soirée du Ministère de l'Education et de la Recherche scientifique, Maurice**		**Soirée de gala de l'ADEA Célébration du 15e Anniversaire**	

- **Toutes les séances plénières auront lieu en salle A.**
- **Les ateliers parallèles 1, 2 et 3 auront lieu respectivment dans les salles B, A (salle plénière) et C au centre de conférences.**
- **La réunion du Forum des ministres aura lieu à l'hôtel Véranda.**

ADEA Biennale 2003 - Réunions autour de la biennale

	Lundi 1 décembre	Mardi 2 décembre	Mercredi 3 décembre	Jeudi 4 décembre	Vendredi 5 décembre
08h00 – 13h00		**Conférence UVA** – ADEA sur l'enseignement supérieur à distance (Salle Plénière - ICC) **08h30 – 12h30** **GT Développement de la petite enfance (GTDPE)** Réunion consultative (Salle Veranda –ICC) **08h00 – 12h30** **UNESCO –** Table ronde sur Genre et alphabétisaion (Salle Hôtel Canonnier) **09h00 – 13h00**		**GT livres et matériel éducatif (GLME) :** Partenariats entre secteurs public et privé (Salle Hôtel Mauricia) **08h00 – 09h00**	
14h00 – 19h30	**GT Education et finance (GTFE)** Réunion sur le financement de l'enseignement supérieur (Salle B - ICC) **14h30 – 18h00** **GT Profession enseignante (GTPE)** Comité directeur (Salle C - ICC) **14h30 – 18h00**	**Conférence UVA – ADEA** sur l'enseignement supérieur à distance (Salle Plénière - ICC) **14h00 – 17h30** **GT Développement de la petite enfance (GTDPE)** Réunion consultative (Salle Hôtel Veranda) **14h00 – 17h00** **FAWE (FEA) –** Genre et qualité de l'éducaion Forum (Salle C - ICC) **14h00 – 17h00** **GT Education non formelle (GTENF)** L'éducation non formelle et la qualité de l'EPT dans un contexte de systèmes d'apprentissage diversifiés (Salle Hôtel Le Canonnier) **13h30 – 17h30** **Réunion avec les présidents et panélistes des différentes sessions de la biennale** (Salle C – ICC) **17h00 – 19h00** **Cocktail de bienvenue** (Hôtel Mauricia) **19h00**	**Dîner offert par le ministère de l'Education et de la Recherche scientifique de Maurice** **19h30**	**Lancement de la décennie de l'alphabétisation pour la région Afrique** **Cocktail offert par l'UNESCO** (Foyer - ICC) **18h30 – 19h30** **GT Analyse sectorielle de l'éducation (GTASE) :** Pour un renouvellement de l'analyse sectorielle en Afrique (Salle B - ICC) **19h30** **GT Education non formelle (GTENF) :** Comité directeur (Salle C - ICC) **19h30**	**Soirée de gala de l'ADEA Célébration du 15e Anniversaire** (Hôtel Mauricia) **19h30**

Plan du centre de conférence



Note d'information sur l'ADEA

Forum
pour le dialogue politique sur l'éducation en Afrique subsaharienne

Réseau
de professionnels, de praticiens et de chercheurs dans le domaine de l'éducation

Partenariat
entre ministères de l'éducation et organismes de coopération au développement

Catalyseur
pour les réformes de l'éducation…

Qu'est-ce que l'ADEA ?

L'ADEA est un forum qui s'efforce de promouvoir des partenariats efficaces entre les deux groupes principaux qui la constituent – les ministères africains de l'éducation et de la formation d'une part, leurs partenaires techniques et financiers externes, d'autre part.

L'un des principes qui sous-tendent la philosophie de l'ADEA est de considérer que la responsabilité du développement de l'éducation incombe aux gouvernements des pays africains. C'est pourquoi l'ADEA s'efforce d'encourager un processus qui responsabilise pleinement les ministères africains de l'éducation et familiarise les organismes de financement avec le concept d'appropriation nationale. Les activités de l'ADEA sont axées autour du renforcement du dialogue sur les politiques entre gouvernements et organismes de développement, entre gouvernements eux-mêmes et entre organismes de développement. Elles visent également à développer les capacités institutionnelles et techniques africaines en établissant des réseaux d'échange d'informations et en diffusant les enseignements tirés des stratégies et des innovations réussies. Toujours dans cet esprit, l'ADEA encourage et soutient également les échanges régionaux, sous-régionaux et transnationaux ainsi que les partenariats avec la société civile.

Comment fonctionne l'ADEA ?

L'ADEA est dirigée par un Comité directeur composé de dix ministres africains de l'éducation et de représentants de la plupart des organismes de développement multilatéraux, bilatéraux et privés oeuvrant dans le secteur de l'éducation en Afrique. En dehors de sa fonction dirigeante, le Comité directeur de l'ADEA est également une instance de coordination entre les organismes de financement, entre les ministères africains de l'éducation et entre ces deux composantes.

Les dix ministres de l'éducation siégeant au Comité directeur constituent le **Bureau des ministres** de l'ADEA. Ils sont nommés pour quatre ans par le **Forum des ministres**, qui rassemble l'ensemble des ministres de l'éducation en Afrique subsaharienne. Les ministres sont choisis par région – Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique centrale, Afrique australe et Océan Indien. Le renouvellement des membres du Bureau se fait par rotation, selon l'ordre alphabétique. Le Bureau des ministres (qui se réunit deux fois par an) ainsi que le Forum des ministres (qui se réunit à l'occasion des biennales de l'ADEA) servent de cadres de concertation et de consultation sur les défis et les opportunités de développement de l'éducation en Afrique.

Petit rappel historique

L'association a été créée en 1988, sous l'appellation **DAE** : « Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique ». Son mandat initial était tiré des recommandations d'une étude de la Banque mondiale de 1988, intitulée *L'Education en Afrique subsaharienne : pour une stratégie d'ajustement, de revitalisation et d'expansion*. La

DAE avait pour mission de poursuivre le dialogue sur les politiques initié par cette étude et de servir de cadre à une meilleure coordination des organismes de développement. Elle était alors gérée par le département de développement humain de la région Afrique de la Banque mondiale.

L'association s'est rapidement agrandie, pour intégrer la plupart des organismes de développement multilatéraux, bilatéraux et privés. Il est vite apparu cependant que, sans l'implication active des ministères africains de l'éducation, l'efficacité d'une telle collaboration serait limitée. En 1992, cinq ministères africains de l'éducation ont donc été invités à siéger au Comité directeur.

La même année, un secrétariat indépendant de petite dimension est ouvert à Paris ; il est hébergé dans les locaux de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO. Ce déplacement a pour objectif de développer un sentiment d'appartenance partagé par tous les membres de l'ADEA – ministres africains comme bailleurs de fonds.

Les conclusions d'une évaluation réalisée en 1994 ont conduit à augmenter à dix le nombre de ministres représentés au Comité directeur.

Afin de mieux refléter le partenariat entre ministres et organismes de développement, l'appellation de l'association sera modifiée en 1995 et DAE devient ADEA : Association pour le développement de l'éducation en Afrique.

Comment l'ADEA favorise-t-elle le dialogue ?

Pour l'ADEA, le dialogue sur les politiques est au cœur du processus de soutien aux pays africains engagés dans un travail de réforme de leurs systèmes éducatifs. Les programmes et activités mis en œuvre par le Secrétariat de l'ADEA et ses groupes de travail assurent la promotion de ce dialogue et les **biennales de l'ADEA** en représentent les moments forts.

Les biennales ont pour vocation d'encourager un dialogue franc et ouvert entre les ministères africains de l'éducation, les organismes de développement et les autres professionnels de l'éducation. Essentiels, ces débats constituent le fil conducteur des futures activités de l'association, le dialogue demeurant la solution idéale pour promouvoir une compréhension mutuelle et le progrès. Les questions professionnelles de fond dominent l'ordre du jour de ces réunions, qui vont très au-delà de préoccupations plus formelles comme l'approbation d'un programme de travail ou la signature d'une déclaration ou d'une charte. Les participants aux biennales discutent entre eux sur des thèmes porteurs liés aux enjeux majeurs pour l'éducation en Afrique.

Les thèmes des biennales ont été :

- *La mise en œuvre de projets et de programmes éducatifs* (Angers, France, 1993)
- *Les processus d'élaboration d'une politique éducative* (Tours, France, 1995)
- *Partenariats pour le renforcement des capacités et l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique* (Dakar, Sénégal, 1997)
- *Éducation en Afrique – réussites et innovations : l'Afrique parle !* (Johannesburg, Afrique du Sud, 1999)
- *Aller plus loin, aller vers tous – pérenniser les politiques et pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique* (Arusha, Tanzanie, 2001)
- *La quête de la qualité* : *à l'écoute des expériences africaines* (Grand Baie, Maurice, 2003)

Le dialogue politique est également favorisé à travers les **séminaires du comité directeur de l'ADEA** qui ont pour objectif principal la discussion, à un haut niveau (ministres africains et agences membres de l'association), et de manière professionnelle, des thèmes prioritaires en éducation. Organisés depuis 2002, ces séminaires ont lieu deux fois par an, sauf les années de la biennale. Les trois derniers ont porté sur les nouvelles initiatives et tendances de la coopération au développement dans le domaine de l'éducation, sur le financement de l'éducation et sur l'avenir des groupes de travail de l'ADEA dans le contexte africain actuel.

L'ADEA encourage également le dialogue et la coopération régionale et sous-régionale. En fonction des besoins exprimés par le Bureau des ministres africains, l'ADEA organise des **réunions ministérielles sous-régionales** sur des sujets d'intérêt commun pour étayer la coopération entre pays dans le secteur de l'éducation. Elle entretient aussi des liens de partenariats avec les institutions et réseaux régionaux dans le but de renforcer les capacités africaines et elle favorise le partage d'expériences entre pays grâce au programme d'échanges intra-africains.

Les groupes de travail de l'ADEA

Les groupes de travail de l'ADEA cultivent eux aussi le dialogue sur les politiques, autour de priorités éducatives identifiées comme telles par les pays africains.

Les groupes de travail apportent à l'ADEA une perspective irremplaçable sur des questions spécifiques. Ils entreprennent un travail exploratoire et cherchent des voies pour améliorer la performance du secteur dans ces domaines. Structurés et gérés selon des modalités différentes, les groupes de travail mènent en général des activités de recherche, de renforcement de capacité, de plaidoyer et de réseautage.

L'ADEA fonctionne actuellement avec dix groupes de travail. Le pilotage en est assuré par des organismes de développement, des ministères africains de l'éducation ou d'autres organisations africainess. La coordination des activités relève parfois d'une agence spécialisée, telle l'UNESCO, ou d'une institution africaine. Ces groupes de travail (dont l'organisme leader et/ou coordonnateur est mentionné entre parenthèses) œuvrent sur les thèmes suivants : **l'analyse sectorielle en éducation** (piloté par UNESCO - IIPE) ; la **communication pour l'éducation et le développement** (piloté par l'Agence norvégienne de développement [NORAD], et coordonnée à partir du Centre ouest-africain des médias et du développement [WANAD], basé à Cotonou) ; **le développement de la petite enfance** (piloté par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas) ; **l'éducation non formelle** (piloté par la Direction du développement et de la coopération [DDC], Suisse, en collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth et l'UNESCO) ; **l'enseignement à distance et l'apprentissage libre** (piloté par le ministère de l'Education de Maurice et le BREDA) ; **l'enseignement supérieur** (piloté par l'Association des universités africaines [AUA]) ; **les finances et l'éducation** (piloté par l'Agence canadienne de développement international [ACDI] et coordonné par le CODESRIA, basé à Dakar) ; **les livres et le matériel éducatif** (piloté par le Department for International Development [DfID], Royaume-Uni) ; **la profession enseignante** (piloté par Secrétariat du Commonwealth) ; **les statistiques de l'éducation** (piloté par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et coordonné par le bureau de l'UNESCO à Harare).

Les activités de l'ancien groupe de travail sur la participation féminine (GTPF) ont été absorbées au sein du Forum des éducatrices africaines (FAWE) qui continue à être impliqué dans les activités de l'ADEA en tant que groupe de travail promu et membre associé.

L'ADEA met également en place des groupes *ad hoc* chargés de mener un travail exploratoire sur un sujet transversal. Le **groupe ad hoc sur le VIH/SIDA** a été constitué aussitôt après la biennale de 2001 pour apporter son appui au partage d'informations sur les stratégies et pratiques atténuant l'impact de la pandémie dans le secteur de l'éducation. Le **groupe ad hoc sur la qualité**, créé en 2002, est chargé de réaliser une étude sur l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne.

Les groupes de travail et les groupes *ad hoc* s'attachent à promouvoir la coopération entre organismes et à développer un consensus pour garantir la cohérence et la coordination de leurs activités. Certains groupes ont contribué, au sein de gouvernements et d'organismes de développement, à réorienter les débats sur les politiques éducatives concernant des sous-secteurs (tels que l'enseignement supérieur et l'éducation non-formelle). D'autres ont sensibilisé les ministres à des questions essentielles (telles que l'équité et le genre ou l'importance de la petite enfance et des manuels scolaires). Dans le domaine du renforcement des capacités, ils ont également apporté un appui aux ministres pour la mise en place de systèmes d'information statistiques, de procédures de suivi des processus budgétaires et de politiques de communication.

Autres programmes et activités

L'approche praxique étant au cœur des principes de travail de l'ADEA, son programme d'activités inclut la production et la diffusion d'une série de documents rendant compte d'**expériences réussies** dans le domaine de l'éducation en Afrique. Rédigés par des auteurs nationaux, ces documents pragmatiques décrivent comment un gouvernement s'est attaqué à un problème précis. Parmi les documents actuellement disponibles figurent : un ouvrage sur le redéploiement du personnel enseignant en Guinée ; un autre sur l'expérience de coordination de l'aide menée par le Ghana et un troisième sur la réinsertion scolaire des enfants soldats en Ouganda. L'ADEA incite également les ministères africains de l'éducation à identifier les initiatives réussies dans leur pays, à les évaluer et à analyser les raisons de leurs succès. Cette approche praxique a été appliquée pour le *Bilan prospectif de l'éducation en Afrique*, lancé en 1998, pour l'initiative *Identifier des réponses efficaces au VIH/SIDA* et pour l'étude sur la qualité de l'éducation lancée en 2002 et intitulée *Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne*. Ces différentes initiatives ont permis de recenser

un nombre important d'expériences nationales qui ont fait l'objet d'études de cas nationales.

Afin de renforcer le leadership local, l'ADEA encourage aussi la **coordination nationale** des organismes de financement et, selon les besoins, apporte son soutien en termes de logistique ou de catalyse.

L'ADEA développe des bases de données en rapport avec l'éducation en Afrique. Le système d'information sur les programmes et projets en éducation (**PRISME**) permet d'accéder à des informations détaillées sur les principaux programmes et projets éducatifs africains bénéficiant d'un financement externe. PRISME permet aux ministres d'obtenir des informations sur ce qui se passe dans leurs pays et dans l'ensemble du continent africain et aux organismes de financement de mieux savoir ce que fait chacun. La base de données **Profil ADEA** contient des informations détaillées sur toutes les activités de l'ADEA, notamment les activités des groupes de travail. Une autre base de données est en voie de développement : elle regroupera toutes les institutions régionales et sous-régionales ayant des activités liées au développement de l'éducation en Afrique.

Les processus auxquels l'ADEA contribue

Depuis sa création, l'ADEA a inscrit à son actif un certain nombre de réalisations :

- L'ADEA encourage les acteurs internes et externes de l'éducation à parvenir à un consensus et à l'adoption d'approches communes vis-à-vis des grands enjeux de l'éducation en Afrique ;
- Contribue au renforcement des capacités de leadership des ministères africains, afin de leur permettre de collaborer pleinement avec les organismes de financement ;
- Sensibilise les organismes de développement à la nécessité d'adapter leurs pratiques aux besoins des politiques, programmes et projets éducatifs menés par les différents pays ;
- Participe à l'enrichissement de la base de connaissances sur l'éducation en Afrique subsaharienne, grâce à ses recherches, ses investigations et ses publications ;
- Contribue à la naissance d'un réseau, en pleine expansion, de spécialistes de l'éducation en Afrique ;
- Encourage le partage d'expertises africaines *via* une coopération et des échanges régionaux, sous-régionaux et transnationaux.

Le financement de l'ADEA

Deux grands mécanismes assurent le financement de l'ADEA : la première source de financement est constituée des cotisations que les partenaires au développement doivent verser à l'association pour être membres du Comité directeur. Par ailleurs, l'ADEA reçoit des dons de ses partenaires au développement. Ces dons, lorsqu'ils ne sont pas alloués à des groupes de travail ou à des activités spécifiques, viennent alimenter le budget général. Ces ressources servent à financer les activités de dialogue politique et de coopération régionale et sous-régionale, les activités des groupes de travail et des groupes ad hoc, le programme de gestion des connaissances, de publication et de communication ainsi que le fonctionnement du Secrétariat.

Qui peut participer aux activités de l'ADEA ?

Les deux principales composantes de l'ADEA sont les ministres africains de l'Education et les agences de développement. Si la participation aux réunions du Comité directeur et celles du Bureau ou du Forum des ministres est ainsi restreinte, l'ADEA peut accueillir dans ses autres réunions et activités toute personne intéressée par les questions inscrites à l'ordre du jour. Sa vocation à servir de tribune pour la promotion du dialogue sur les problèmes de l'éducation en Afrique impose une large ouverture à toutes les parties prenantes de manière à garantir un réel impact à long terme et à parvenir à des résultats positifs concrets.

L'ADEA met en œuvre divers mécanismes pour toucher ses différents publics. C'est ainsi que les biennales ciblent les décideurs, car leur rôle est essentiel pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives et pour guider le programme d'activités de l'ADEA et de ses groupes de travail. De plus, grâce à ses publications et ses diverses activités menées à travers les groupes de travail, l'ADEA peut atteindre les praticiens et autres parties prenantes de l'éducation qui œuvrent au niveau des écoles ou des communautés.

La participation aux activités de l'ADEA est un excellent moyen pour se tenir au courant de l'état de l'éducation en Afrique. L'ADEA est un réseau favorisant le partage, entre fonctionnaires, professionnels de l'éducation et partenaires au développement, des meilleures pratiques et des enseignements tirés. L'expérience montre cependant que la plus-value apportée par l'ADEA se situe avant tout dans son approche « réseau », qui favorise les échanges informels et novateurs. C'est sur cette base que se bâtit la confiance, que se renforce

l'appropriation des processus de réforme éducative par les gouvernement et que se construisent de nouvelles relations partenariales entre les ministères de l'éducation et leurs partenaires techniques et financiers.

Pour en savoir plus sur l'ADEA

Tous les trimestres, l'ADEA publie une *Lettre d'information* qui fait le point sur ses activités et celles des groupes de travail. Des informations générales sur l'ADEA et des informations plus détaillées sur ses programmes, groupes de travail, publications et bases de données peuvent également être consultées sur le site Internet de l'ADEA, à l'adresse suivante : **www.ADEAnet.org**

Pour toute autre information, veuillez contacter :

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
Institut international de planification de l'éducation (IIPE)
7-9 rue Eugène Delacroix, 75116 Paris, France
Tél. : +33/ (0) 145 03 7757
Fax : +33/ (0) 145 03 3965
Messagerie électronique : adea@iiep.unesco.org
Site Internet : www.ADEAnet.org

Liste provisoire des participants

Invités d'honneur

S.E. M. Amadou Toumani TOURE, président
de la République du Mali

S.E. M.Anerood JUGNAUTH, président
de la République de Maurice

Ministères africains/
African Ministers of Education

ANGOLA

S.E. M. Simao PINDA
Vice-Ministre de l'Education,
chargé de la Réforme éducative
Rua Comandante Gika
C.P. 1281 Luanda
Tél. : +244 9 150 2470 Fax : +244 2 232 4709
Mél : manuelmayi@hotmail.com

M. Manuel KAVUNGO MAYIMONA
Conseiller de S.E. M. le Ministre de l'Education
Ministère de l'Education
Rua Comandante Gika – C.P. 1281 Luanda
Tél. : +244 2 32 05 82 Fax : +244 2 232 1709
Mél : manuelmayi@hotmail.com

BENIN

S.E. Mme Rafiatou KARIMOU
Ministre des Enseignements primaire et secondaire
01 B.P. 10 Porto-Novo, BENIN
Tél. : +229/ 21 50 11/ 21 52 22/ 21 33 27
Fax : +229 21 51 11 Mél : meps1@intnet.bj

S.E. Mme Léa D. AHOUGBENOU HOUNKPE
Ministre de l'Enseignement technique
et de la Formation professionnelle
10 B.P. 250 Houéyiho Cotonou
Tél. : +229 30 56 15/ 30 80 14 Fax : +229 30 56 15
Mél : metfp@intnet.bj

S.E M. Kémoko Osséni BAGNAN
Ministre de l'Enseignement supérieur et
de la Recherche scientifique (MESRS)
01 B.P. 348 Cotonou
Tél. : +229/ 30 57 95/ 30 19 91
Fax : +229/ 30 57 95/ 30 18 48/ 30 11 98
Mél : spmers@intnet.bj

M. André Didier HOUEHA
Directeur Adjoint de Cabinet du Ministre
de l'Enseignement Supérieur et de la
Recherche scientifique
Ministère de l'Enseignement supérieur et
de la Recherche scientifique (MESRS)
01 B.P. 348 Cotonou
Tél. : +229/ 30 81 86
Fax : +229/ 30 57 95/ 30 18 48/ 30 11 98
Mél : didierhoueha@yahoo.fr

M. Joseph AHANHANZO
Directeur de la Programmation et de la Prospective
Ministère des Enseignements primaires et Secondaires
B.P. 10 Porto-Novo, BENIN
Tel : +229 21 33 27

Mme Agathe SOUROU HOUINOU
Directrice de l'Enseignement technique
Ministère de l'Enseignement technique
et de la Formation professionnelle
10 B.P. 250 Houéyiho, Cotonou
Tél. : +229 32 14 77/ 32 66 07 Fax : +229 32 66 07
Mél : metfp@intnet.bj

Mme Bertine VITIN AGAï
Conseiller technique à l'Education du Président de la
République
Ministère de l'Enseignement technique
et de la Formation professionnelle
10 B.P. 250 Houéyiho, Cotonou
Tél. : +229 30 00 90 Fax : +229 30 56 15
Mél : metfp@intnet.bj

Mme Prudencia ZINSOU
Coordonnatrice Cellule de Généralisation des nouveaux
programmes d'études
Ministère des Enseignements primaires et Secondaires
B.P. 10 Porto-Novo, BENIN
Tel : +229 21 33 27

M. Thierry HOUNTOUNDJI
Coordonnateur ADEA
Direction de la Programmation et de la Prospective
Ministère des Enseignements primaires et Secondaires
B.P. 10 Porto-Novo, BENIN
Tel : +229 21 33 27/05 65 29 Fax : +229/21 51 11
E-mail : hthotel@yahoo.fr

BOTSWANA

Hon. Mr. Kgeledi Georges KGOROBA
Minister of Education
Private Bag 005 Gaborone
Tel: +267 365 5462 Fax: +267/ 365 5458
E-mail: kmotlotle@gov.bw

Mr. Bosele RADIPOTSANE
Deputy Director/ Chairperson EFA
Ministry of Education
Private Bag 005 Gaborone
Tel: +267 365 5903 Fax: +267 365 5458
E-mail: bratipotsane@gov.bw

BURKINA FASO

S.E. M. Mathieu Rakissiouligri OUEDRAOGO
Ministre de l'Enseignement de base
et de l'Alphabétisation
03 B.P. 7032 Ouagadougou 03
Tél. : +226/ 30 66 00/ 33 40 80
Fax : +226 31 42 76
Mél : ormathieu@hotmail.com

S.E. M. Laya SAWADOGO
Ministre de l'Enseignement secondaire,
supérieur et de la Recherche scientifique
03 B.P. 7130 Ouagadougou 03
Tél. : +226 32 45 52 Fax : +226 33 50 35
Mél : laya.sawadogo@messrs.gov.bf

Mme. Marie Clémence KIELWASSER
Directrice générale
Institut national d'Alphabétisation
01 B.P. 1179 Ouagadougou 01
Tél. : +226/ 36 15 55/ 36 32 37
Fax : +226 36 07 97
Mél : clemence.kielwasser@liptinfor.bf

M. Moussa BOURGOU
Directeur Général de l'Enseignement de base
Direction Centrale
01 B.P. 604
Ouagadougou 01
Tél. : +226 32 48 74
Fax : +226 31 42 76
Mél : Ouatt.modib@yahoo.fr

BURUNDI

S.E. M. Prosper MPAWENAYO
Ministre de l'Education nationale
B.P. 1990 Bujumbura
Tél. : +257 21 77 76
Fax : +257/ 22 84 77/ 22 37 55
Mél : mineduc@cbinef.com

M. Leonidas NDORERE
Inspecteur Principal
Ministère de l'Education nationale
Boulevard de l'Uprona
B.P. 1990 Bujumbura
Tél. : +257 22 92 94Fax : +257 22 84 77

CAMEROUN (République du)

S.E. Prof. Joseph OWONA
Ministre de l'Education nationale
B.P. 1600 Yaoundé
Tél. : +237 223 1262 Fax : +237 223 0855

M. Yakouba YAYA
Directeur de l'Enseignement primaire, maternel
et normal Ministère de l'Education nationale
B.P. 1600 Yaoundé
Tél. : +237 223 1406 Fax : +237 223 1406
E-mail : yakyaya@mineduc.gov.com

Prof. Ajaga NJI
Inspecteur Académique en charge de
l'Enseignement à Distance
Ministère de l'Enseignement Supérieur
B.P. 1457 Yaoundé
Tél. : +237 222 4660 Fax : +237 345 1955
Mél : ajaga-nji@yahoo.com

CAP-VERT

Mme Amalia DE MELO LOPES
Directrice Générale de
L'Enseignement Supérieur et Science
C.P. 111
Praia
Tél. : +238 61 05 07
Fax : +238 61 27 64

COMORES

M. Mjomba MOUSSA
Délégué aux affaires sociales
Ministère des Affaires sociales
B.P. 97 Moroni
Tél. : +269/ 74 45 43 Fax : +269 73 41 83
E-mail : mdjomba@hotmail.com

M. Housseine HASSANE
Responsable du centre de documentation
Commission Nationale des Comores pour l'UNESCO
BP 73 Moroni
Tel : +269 73 08 91 Fax : +269 73 08 91
E-mail : comnat.comores@snpt.km
hassanehousseine@yahoo.fr

CONGO

S.E. Mme Rosalie KAMA – NIAMAYOUA
Ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, chargée
de l'Alphabétisation
B.P. 2078 Brazzaville
Tél. : +242/ 66 55 43/ 81 58 56
Fax : +242 81 25 39

S.E. M. Pierre Michel NGUIMBI (F)
Ministre de l'Enseignement technique
et professionnel
Brazzaville – Centre ville
Tél. : +242/ 31 53 74/ 60 88 45
Fax : +242 81 56 82
Mél : pmnguimbi@yahoo.fr

S.E. M. Henri OSSEBI
Ministre de l'Enseignement supérieur,
chargé de la Recherche scientifique
B.P. 2078 Brazzaville
Tél. : +242 81 08 15 Fax : +242 81 08 15

M. Gaston DZONDHAULT
Conseiller du Ministre, Cabinet du Ministre
Ministère de l'Enseignement technique
et professionnel
B.P. 2076
Brazzaville – Centre ville
Tél. : +242/ 31 53 74/ 60 88 45
Fax : +242 81 56 82
Mél : pmnguimbi@yahoo.fr

M. Esaïe KOUNOUNGA
Conseiller Enseignement de Base, Cabinet de Mme la Ministre
Ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, chargé de l'Alphabétisation
B.P. 2078 Brazzaville
Tél. : +242 21 21 78 Fax : +242 81 25 39

COTE D'IVOIRE

S.E. M. Michel N'GUESSAN AMANI
Ministre de l'Education nationale
Tour D, 28ème étage
B.P. V 150 Abidjan
Tél. : +225 20 21 05 34 Fax : +225 20 22 93 22

S.E. M. Zemogo FOFANA
Ministre de l'Enseignement supérieur
B.P. V. 151 Abidjan
Tél. : +225 20 21 33 16
Fax : +225/ 20 21 22 25/ 20 21 49 87

M. Jules N'DA KOUADIO
Directeur Direction de la pédagogie et de la formation continue
Ministère de l'Education nationale
08 B.P. 1553 Abidjan 08
Tél. : +225 20 22 52 72
Mél : ndajules@ci.refer.org
ndajules@hotmail.com

M. El-Hadji Sawaliho BAMBA
Conseiller Technique chargé des Enseignements Supérieurs
Ministère de l'Enseignement supérieur
B.P. V. 151 Abidjan
Tel : +225 20 21 9856 Fax : +225 20 21 3316

DJIBOUTI (République de)

S.E. M. Abdi Ibrahim ABSIEH
Ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur
Cité Ministérielle
B.P.16 Djibouti
Tél. : +253 35/ 87 55/ 09 97
Portable : +253 81 27 62 Fax : +253 35 42 34
Mél : aiabsieh@intnet.dj

M. Abdi Ibrahim AIBAN
Conseiller technique, Cabinet du Ministre
Ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur
Cité Ministérielle
B.P.16 Djibouti
Tél. : +253 35 09 97 Portable : +253 82 32 86
Fax : +253 35 42 34
Mél : abdihaiban@yahoo.fr

GABON

S.E. Prof. Daniel ONA - ONDO
Ministre de l'Education nationale
Vice président du forum des Ministres
B.P. 06 Libreville
Tél. : +241/ 72 44 61/ 76 14 48
Fax : +241/ 76 42 65/ 76 14 48

Mme Blandine MEFANE
Conseiller technique
Cabinet du Ministre
B.P. 1333 Libreville
Tél. : +241/ 05 20 80/ 72 42 96
Fax : +241 76 42 65

GAMBIA

Hon. Ms. Anne Therese NDONG-JATTA
Minister and Secretary of State for Education
Department of State for Education
Willy Thorpe Building
P.O. Box 656 Banjul
Tel: +220 20 20 10 Fax: +220 22 41 80
E-mail: atnjatta@ganet.gm

Ms. Fatou NJIE
Director
Department of State for Education
Standards and Quality Assurance
Willy Thorpe Building
P.O. Box 656 Banjul
Tel: +220 20 20 10 Fax: +220 22 41 80
E-mail: atnjatta@ganet.gm

GUINEE

S.E. M. Ibrahima SOUMAH
Ministre de l'Enseignement technique
B.P. 6278 Conakry
Tél. : +224 41 44 84
Fax : +224 41 33 54
Mél : Isoumah@mirinet.gn

M. Mody Sory BARRY
Conseiller chargé des questions pédagogiques
Ministère de l'Enseignement technique
B.P. 6278 Conakry
Tél. : +224 41 44 84
Fax : +224 41 33 54
Mél : barryms2@hotmail.com

M. Mamadou Dian Gongoré DIALLO
Directeur du Centre de Formation à Distance de l'Enseignement supérieur
Représentant du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
B.P. 2201 – 224 Conakry
Tél. : +224/ 41 19 01/ 43 01 11/ 25 40 11
Fax : +224/ 45 32 17/ 41 34 41

M. SEKOU KABA
Secrétaire général
Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Education civique
BP 2201
Conakry
Tel :+224 41 32 55

M. Aboubacar Sidiki YATTARA
Coordonnateur National Programme EPT
Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Education civique
BP 2201
Conakry
Tel : +224 41 34 41
Fax : +224 41 34 41
E-mail : yattara@afribone.net.gu

M. Alpha Mahmoud DIALLO
Directeur Général
Institut national recherche et Action Pédagogique
BP 823
Conakry
Tel : +224 11 29 25 53
Fax : +224 41 34 41
E-mail : mahmoud_diallo@yahoo.fr

GUINEE EQUATORIALE

S.E. M. Antonio Fernando Nve NGU
Ministre d'Etat
Ministère de l'Education et de la Science
Bioko-Norto Malabo
Tél. : +240/ 9 13 70/ 9 34 01/ 9 18 03/ 9 00 17
Fax : +240 9 28 48

M. Carlos Nsué OTONG
Directeur Général
Direction générale de Planification éducative
Ministère de l'Education
Malabo
Tel : +240 9 1370 Fax : +240 9 3313

M. Santiago BIVINI MANGUE
Coordinador del Programa EPT
Direccion General de Enseñanza Primaria
Ministerio de Educacion y Ciencia C/ Rey
Bioko Norto Malabo
Tel : +240 9 1370 Fax : +240 9 3313

LESOTHO

Hon. Mr. Archibald Lesao LEHOHLA
Deputy Prime Minister, Minister of Education
& Chair of the Caucus of Ministers
Ministry of Education
P.O. Box 47
Maseru 100
Tel: +266 22/ 31 79 00/ 31 75 29
Fax: +266 22/ 32 61 19/ 31 02 06
E-mail: lehohlal@education.gov.ls

Mr. Chabana MOSHAPANE
Principal Secretary
Ministry of Education
P.O. Box 47 Maseru 100
Tel: +266 22 32 39 56 Fax: +266 22 31 02 06
E-mail: moshapanec@education.gov.ls

LIBERIA

Hon. Dr Evelyn S. KANDAKAI
Minister of Education
6th Floor, E.G.W. King Plaza, Broad Street
P.O. Box 9012 Monrovia
Tel: +231 22/ 61 44/ 62 16 Fax: +231 22 61 44
E-mail: HYPERLINK «mailto:
dkandaka2002@yahoo.com

MADAGASCAR

S.E. M. Dieudonné Michel RAZAFINDRANDRIATSIM ANIRY
Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Education de base (MINESEB)
B.P. 793, Anosy Antananarivo 101
Tél. : +261 20 222 1302 Fax : +261 20 222 4765
Mél : raza-tsimaniry@dts.mg

M. Ignace RATSIMBAZAFY
Directeur de Cabinet
Ministère de l'Enseignement secondaire
et Education de base (MINESEB)
B.P. 793, Anosy Antananarivo 101
Tél. : +261 20/ 223 2077 Fax : +261 20/ 222 4765
Mél : raza-tsimaniry@dts.mg

MALI

S.E. M. Mamadou Lamine TRAORÉ
Ministre de l'Education de Base
B.P. 71 - Bamako
Tél. direct : +223 223 1035
Tél. standard : +223 222 2125/ 2126
Fax : +223 223 0545

MAURITANIE

S.E. M. Aboubécrine OULD AHMED
Ministre de l'Education nationale
B.P. 227 Nouakchott
Tél. : +222 525/ 2237 Fax : +222 525/ 1222
E-mail : mvall@men.mr

M. Hamoud Abdel Wedoud KAMIL
Directeur des Projets Education Formation
Ministère des Affaires Economiques et du Développement
BP 6541 Nouackchott
Tel : +222 525 8624 Fax : +222 525 1513
E-mail : hawk@dpef.mr

MAURITIUS

Hon. Mr. Louis Steven OBEEGADOO
Minister of Education and Scientific Research
3rd floor, IVTB House – Pont Fer - Phoenix
Tel: +230/ 686 2402/ 686 2403 Fax: +230/ 698 3601
E-mail: sobeegadoo@mail.gov.mu

M. D. RUHEE
Senior Chief Executive
Ministry of Education and Scientific Research
IVTB House-Pont Fer
Phoenix, MAURITIUS

M. V. SEWRAJ
Chief Technical Officer
Ministry of Education and Scientific Research
IVTB House-Pont Fer
Phoenix, MAURITIUS

Mr. H.B. DANSINGHANI
Director (International Cooperation Desk)
Ministry of Education and Scientific Research
IVTB House-Pont Fer
Phoenix, MAURITIUS
Tel : +230/ 686 3712
Mobile : +230/ 250 8426
Fax : +230/ 686 8554
E-mail : hdansinghani@mail.gov.mu

M. R.P. RAMLUGUN
Principal Assistant Secretary
Ministry of Education and Scientific Research
IVTB House-Pont Fer
Phoenix, MAURITIUS

MOZAMBIQUE

S.E. M. Alcido Eduardo NGUENHA
Ministre de l'Education nationale
Avenue 24 de Julho, No. 167
5 Andar, C.P. 34 Maputo
Tél. : +258 1/ 49 02 49/ 49 09 98
Fax : +258 1/ 49 09 79
Mél : nguenha@mined.gov.mz

Hon. Prof. Lidia M. R. A. BRITO
Minister of Higher Education, Science and Technology
770 Patrice Lumumba Maputo
Tel: +258 8 232 2026 Fax: +258 1 49 04 46
E-mail: lidia.brito@mesct.gov.mz

M. Virgilio JUVANE
Directeur de Planification
Ministère de l'Education nationale
Avenue 24 de Julho, No. 167
5 Andar, C.P. 34 Maputo
Tel : +258 1 49 08 92 Fax : +258 1 49 09 79
E-mail : virgilio.juvane@mined.gov.mz

Prof. Arlindo Gonçalo CHILUNDO
Higher Education Program Coordinator
770 Patrice Lumumba Maputo
Tel : +258 82 30 22 53
Fax : +258/ 49 04 46/ 49 47 43
E-mail : arlindo.chilundo@mesct.gov.mz

NAMIBIE

Hon. Mr. Nahas ANGULA
Minister of Higher Education,
Training and Employment Creation
Private Bag 13391 – 9000 Windhoek
Tel: +264 61/ 20 62 02 Fax: +264 61/ 25 36 71
E-mail: nangula@emis.mec.gov.na

Mr. Stanley SIMATAA
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Basic Education, Sports and Culture (MBESC)
Luther Street – Private Bag 13186
9000 Windhoek
Tel: +264 61 293 3370 Fax: +264 61 22 42 77

NIGER

S.E. M. Ibrahim ARY
Ministre de l'Education de Base et de l'Alphabétisation
B.P. 557 Niamey
Tél. : +227 72 22 80 direct
Fax : +227 72 21 05
Mél : ept_ner@hotmail.com

S.E. M. Mahamadou Salissou HABI
Ministre des Enseignements secondaire et supérieur, de la Recherche et de la Technologie
B.P. 628 Niamey
Tél. : +227 72 26 205 Fax : +227 72 40 40

M. Oumarou HAMISSOU
Secrétaire Général
Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation
B.P. 557 Niamey
Tél. : +227 72 26 77 Port. : +227 96 32 71
Fax 1 : +227 72 21 05 Fax 2 : +227 20 36 63
Mél : ept_ner@hotmail.com

M. Maman CHAIBOU
Secrétaire général Adjoint du Ministère des Enseignements secondaire et supérieur, de la Recherche scientifique et de la Technologie
B.P. 628 Niamey
Tél. : +227 72 26 20 Fax : +227 72 42 21

NIGERIA

Hon. Prof. Fabian N.C. OSUJI
Federal Minister of Education
New Federal Secretariat
Annex 3, 3rd floor – Shehu Shagari Way
P.M.B. 146 – Maitama-Abuja
Tel: +234 9 523 2800
Fax: +234 9 523/ 7839/ 7364

Hon. Ms. Bintu IBRAHIM MUSA
Minister of State for Education
Federal Secretariat, annex 3, 3rd floor
Shehu Shagari Way
P.M.B. 146 – Maitama, Abuja
Tel: +234 9 523 0720Fax: +234 9 523 2715

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

S.E. Dr Bévarrah LALA
Ministre de l'Education nationale,
de l'Alphabétisation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
B.P. 35 Bangui
Tél. : +236/ 61 69 50/ 61 29 56/ 61 72 19
Fax : +236/ 61 41 74/ 61 29 56

S.E. M. Lazare YAGAO-NGAMA
Secrétaire d'Etat à l'Education nationale,
chargé de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche
Ministère de l'Education nationale,
de l'Alphabétisation, de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche
B.P. 35Bangui
Tél. : +236/ 61 69 50/ 61 29 50/
61 72 19/50 11 96
Fax : +236/ 61 41 74/ 61 29 56

M. Jonas GUEZEWANE-PIKI
Directeur Général de l'Education Nationale
Ministère de l'Education nationale,
de l'Alphabétisation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
B.P.35 Bangui
Tel : +236 61 28 33/04 21 23 Fax : +236 61 41 74
E-mail : inouba@hotmail.com

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

S.E. Mme Elysée MUNEMBWE
Ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel
Avenue des Forces Armées No. 10
B.P. 5249 Kinshasa-Gombe
Tél. : +243 12/ 83 31 17/ 83 33 04
Fax : +243 12 88 02 133

S.E. M. Emile Ngoy KASONGO
Ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire
10 Avenue des Forces Armées
B.P. 5249 Kinshasa-Gombe
Tél. : +243 81 888 88 51 Fax : +243 12 88 02 133
E-mail : minesu2003@yahoo.fr

S.E. M. Gérard KAMANDA WA KAMANDA
Ministre de la Recherche scientifique
Immeuble Dungo, Avenue Colonel Ebeya, 54
Kinshasa-Gombe
Tel : +243 18 18 11 79 72
Fax : +243 12 12 73 31 80 58
E-mail : cabinet-kamanda@yahoo.fr

M. Joseph LUMANDE KASALI
Secrétaire Général
Ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire
Avenue des Forces Armées No. 10
B.P. 5249 Kinshasa-Gombe
Tél. : +243 97 10 75 18 Fax : +243 12 88 02 133
E-mail : kasalijose@yahoo.fr

M. Gérard NGOMA MBUMBA
Conseiller chargé de la coopération technique
Ministère de la Recherche scientifique
Immeuble Dungo, Avenue Colonel Ebeya, 54
Kinshasa-Gombe
Tel : +243 98 23 15 30
Fax : +243 12 12 73 31 18 58
E-mail : tongerard@hotmail.com

M. Joseph NSAMBI BOLALUETE
Secrétaire Général permanent
Com. Nat. UNESCO
B.P. 32 G.C. Kinshasa-Gombe
Tel : +243 89 66 366/81 81 37 06/99 032 59
Fax : +234 88 41 500/88 48 252
E-mail : nsambijoseph@yahoo.fr

SAO-TOME ET PRINCIPE

S.E. M. Alvaro JOAO SANTIAGO ALVARO
Ministre de l'Education et de la Culture
C.P. 41 Sao-Tomé et Principe
Tél. : +239 12 224 683 Fax : +239 12 221 466
Mél : mineducul@cstome.net
alvasanti67@hotmail.com

SENEGAL

S.E. Prof. Moustapha SOURANG
Ministre de l'Education nationale
Rue Calmette
B.P. 4025 Dakar
Tél. : +221 822 4123 Fax : +221 822 1463

S.E. Mme Ndeye Khady DIOP
Ministre délégué chargé de l'Education
pré-scolaire et de la case des tout petits
B.P. 4250 Dakar
Tél. : +221 842 5295/ 632 8070
Fax : +221 822 3456
E-mail : nkdnda@yahoo.fr

S.E. M. Georges TENDENG
Ministre délégué chargé de la Formation professionnelle,
publique et privée, de l'Alphabétisation et des Langues
nationales
Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de base
23, rue Calmette B.P. 15743 Dakar Fann
Tél. : +221/ 822 2136/ 822 9523/ 842 2482
Fax : +221/ 821 7196/ 842 2483
Mél : dalpha@primature.sn

M. Malick NDIAYE
Chef du Bureau de Suivi
Ministère de l'Education nationale
Rue Calmette
B.P. 4025 Dakar
Tél. : +221 823 3568 Fax : +221 822 1463
Mél : ma.ndiaye@laposte.net

M. Moussa NDAW
Coordonnateur du PDEF/ Conseiller Technique
Programme Décennal de l'Education et de la Formation
Ministère chargé de l'Education pré-scolaire
et de la case des tout petits
B.P. 4250 Dakar
Tél. : +221 648 2766 Fax : +221 822 3456
E-mail : generalndao@caramail.com

M. Ibra DIOP
Conseiler Technique chargé de l'Education non formelle
Cabinet du Ministre délégué
Ministère délégué chargé de la Formation professionnelle,
publique et privée, de l'Alphabétisation et des Langues
nationales
23, rue Calmette B.P. 15743 Dakar Fann
Tél. : +221/ 822 2136/ 822 9523/ 842 2482
Fax : +221/ 821 7196/ 842 2483
Mél : dalpha@primature.sn

SEYCHELLES

Hon. Mr. A.R. Danny FAURE
Minister of Education and Youth
Mont Fleuri P.O. Box 48
00248 Victoria - Mahé
Tel: +248 28 30 02 Fax: +248 22 47 08
E-mail: pamedu@seychelles.net

Ms. Macsuzy H. J. MONDON
Principal Secretary of Education
Education Department
Ministry of Education and Youth
Mont Fleuri P.O. Box 48
00248 Victoria - Mahé
Tel: +248 28 30 11 Fax: +248 22 48 59
E-mail: edups@seychelles.net

SOMALIA

M. Abdirahman Ali DAAUUD
Minister of Culture and Higher Education
P.O. Box 1182
Tel: +252 1/ 52 62 23
Fax: +252 1/ 65 39 19

SOUTH AFRICA

Hon. Prof. Kader ASMAL
Minister of Education
Department of Education
Sol Plaatje House, 123 Schoeman Street
Pretoria 0002
Tel: +27 12/ 312 5501/ 326 0126
Fax: +27 12 323 5989
E-mail: asmal.k@doe.gov.za

Mr. Thami MSELEKU
Director-General
Minister of Education
Sol Plaatje House 123 Schoeman Street
Department of Education
Pretoria 0002
Tel: +27 12 312/ 5531/ 5422
Mobile: +27 827 754 795 Fax: +27 12 323 5837
E-mail: mseleku.t@doe.gov.za

SOUDAN (Republique du)

Hon. Mr. Ahamed Babker AHAMED NAHAR
Minister of Education
Al-Muk Nimir Street
P.O. Box 284 Khartoum
Tel: +249 11 77 70 16 Fax: +249 11 77 92 02
E-mail: natcom@sudanmail.net

Mr. Abdel Gader Mohamed EL HAJ ADAM
Deputy Director of Education Planning
General Directoriat of Planning
Federa Ministry of Education
Al-Muk Nimir Street
P.O. Box 284 Khartoum
Tel: +249 11 77 08 75 Fax: +249 11 77 92 02
E-mail: natcom@sudanmail.net

TANZANIA

Hon. Mr. Joseph MUNGAI
Minister of Education and Culture
P.O. Box 9121 Dar-es-Salaam
Tel: +255 22/ 211 3134/ 211 0146
Fax: +255 22/ 211 3271/ 211 3139
E-mail: makalinga@yahoo.co.uk

Hon. Dr. Pius Y. NG'WANDU
Minister of Science, Technology and Higher Education
P.O. Box 2645 Dar-es-Salaam
Tel: +255 22/ 211 1254/ 211 6531
Fax: +255 22/ 211 2533

Ms. Mwatumu Jasmine MALALE
Permanent Secretary
Ministry of Education and Culture
P.O. Box 9121 Dar-es-Salaam
Tel: +255 22 211 3139 Fax: +255 22 211 3271

Mr. Sylvester A. MATEMU
Ministry of Science, Technology and Higher Education
P.O. Box 2645 Dar-es-Salaam
Tel: +255 22/ 211 1254/ 211 6531
Fax: +255 22/ 211 2533
E-mail: smatemu@hotmail.com

TCHAD

S.E. M. Ahmat Mahamat BACHIR
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle
B.P. 743 N'Djaména
Tél. : +235/ 841 8027
Fax : +235/ 51 45 12/ 51 48 62

M. Nebe ALNDINGALAOUEL
Directeur de Cabinet
Ministère de l'Education nationale
B.P. 743 N'Djaména
Tél. : +235 51 92 65 Fax : +235 51 45 12
Mél : nebepaul@yahoo.fr

TOGO

S.E. Prof. Kondi Charles AGBA
Ministre de l'Education nationale
et de la Recherche
B.P. 12175 Lomé
Tél. : +228/ 221 6865/ 904 8135
Fax : +228/ 222 0783
Mél : agba.charles@defitogo.tg

M. Adji Otèth AYASSOR
Secrétaire général
Ministère de l'Education nationale et de la Recherche
B.P. 12175 Lomé
Tél. : +228/ 221 2473/ 904 2151
Fax : +228/ 221 2473/ 222 0783
Mél : aayassor@tg.refer.org

M. Issifou Taffa TABIOU
Directeur de Cabinet
Représentant de S.E. M. AGBOBLI
Ministère de l'Enseignement technique et
de la Formation professionnelle
B.P. 398 Lomé
Tél. : +228 221 3061 Fax : +228 221 8934

M. Eugène NYAWUAME
Secrétaire permanent du Conseil supérieur de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle
Ministère de l'Enseignement technique et
de la Formation professionnelle
B.P. 14084 Lomé
Tél. : +228 22 4593/ 912 9078
Fax : +228 221 8934
Mél : champverti2000@yahoo.fr

OUGANDA

Hon. Dr Edward KHIDDU MAKUBUYA
Minister of Education and Sports
Embassy House, Parliament Avenue
P.O. Box 7063 Kampala
Tel: +256 41/ 25 72 00
Fax: +256 41/ 23 04 37

Hon. Zöe Bakoko BAKORU
Ministry of Gender, Labour and
Social Development
PO Box 7136
Kampala UGANDA
Phone: +256 – 41 – 341 034
Fax: +256 – 41 – 256 374
Email: Ps.mglsd@Infocom.ug

Ms. Florence MALINGA
Commissioner Education Planning Department
Minister of Education and Sports
Embassy House, Parliament Avenue
P.O. Box 7063 Kampala
Tel: +256 41/ 25 72 00
Fax: +256 41/ 23 04 37

ZAMBIE

Hon. Mr. M. Reuben MUSAKABANTU
Minister of Education
P.O. Box 50093 – 15102 Ridgeway
Lusaka
Tel: +260 1 25/ 35 02 Fax: +260 1 25/ 18 74
E-mail: mrkayope@zamnet.zm

Hon. Mr. Andrew MULENGA
Minister of Science, Technology
and Vocational Training
P.O. Box 50093 – 1501 Ridgeway Lusaka
Tel: +260 1 25 35 02 Fax: +260 1 25 35 02

Mr. Alfred Katewa SIKAZWE
Director Standards & Curriculum
Minister of Science, Technology
and Vocational Training
P.O. Box 50093 – 1501 Ridgeway
Lusaka
Tel: +260 1 25 15 07 Fax: +260 1 25 15 07
E-mail: MOE_HIVAIDS@zamnet.zm

ZANZIBAR

Hon. Mr. Haroun Ali SULEIMAN
Minister of Education, Culture and Sports
P.O. Box 3955/ 394 Zanzibar
Tel: +255 24 223/ 7421/ 2260/ 2827
Fax: +255 24 223/ 2260/ 2498/ 2827
E-mail: edu@zanzinet.com

Mr. Abdulhamid Y. MZEE
Principal Secretary
Ministry of Education, Culture and Sports
P.O. Box 394 Tanzanie - Zanzibar
Tel: +255 24 223 2260 Fax: +255 24 223 2260
E-mail: edu@zanzinet.com

Ms. Mariam YUSUF
Director of Curriculum and Inservice Programmes
Ministry of Education, Culture and Sports
P.O. Box 394 Tanzanie - Zanzibar

ZIMBABWE

Hon. Dr Aeneas Soko CHIGWEDERE
Minister of Education, Sports and Culture
Ambassador House
Union Avenue, 2nd Street
P.O. Box CY 121– Causeway - Harare
Tel: +263 4/ 73 56 33
Fax: +263 4/ 70 65 16/ 70 01 08
achigwedere@moesc.gov.zw
jesga2000@yahoo.com

M. Thompson K. TSODZO
Permanent Secretary
Ministry of Education, Sports and Culture
Ambassador House
Union Avenue, 2nd Street
P.O. Box CY 121 – Causeway - Harare
Tel: +263 4/ 73 56 33 Fax: +263 4 70 01 08
E-mail : jesga2000@yahoo.com

Organismes membres du Comité directeur de l'ADEA/ADEA Steering Committee Member Agencies

Agences bilatérales/bilateral agencies

ALLEMAGNE

M. Hans-Heiner RUDOLPH
Directeur adjoint, Division Santé, Education, Sécurité Sociale
Postfach 5180
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH
D-65726 Eschborn, DEUTSCHLAND
Tél. : +49 61 96 79 12 69
Fax : +49 61 96 79 80 12 77
Mél : hans-heiner.rudolph@gtz.de

Mme Dagmar ORTH
Gestionnaire de Projets
Division Santé, Education et Sécurité Sociale (4300)
Secteur Education (4316)
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH
Postfach 5180
D-65726 Eschborn, DEUTSCHLAND
Tél. : +49 61 96 79 14 51
Fax : +49 61 96 79 80 12 77
Mél : Dagmar.Orth@gtz.de

M. Kurt KOMAREK
Team Leader ASTEP/GTZ
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH
P.O. Box 9698
Accra, GHANA
Tel: +233 21 77 73 75 Fax: +233 21 77 31 06
E-mail: kurt.komarek@gtz.de

M. Stefan LOCK
Program Officer for Education
Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)
Friedrich Albert-Ebert-Allee 40
5311 Bonn, GERMANY
Tel: +49 228 535 3698 Fax: +49 228 535 4698
E-mail: lock@bmz.bund.de

Ms. Ingrid JUNG
Inwent Capacity Building international
Tulpenfeld 5
53113 Bonn, GERMANY
Tel : +49 228 24 34 718 Fax : +49 228 24 34 677
E-mail : ingrid.jung@inwent.org

AUTRICHE

Ms. Lydia SAADAT
Head of VII 2b/ Training and Education
Development Cooperation
Federal Ministry of Foreign Affairs
Minoritenplatz 9, room 738
A-1014 Vienna, AUSTRIA
Tel: +43 1 53/ 115 4470 Fax: +43 1 53/ 666 4470
E-mail : lydia.saadat@bmaa.gv.at

CANADA

Mme Nancy FOSTER
Agence canadienne de développement international (ACDI)
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A OG4, CANADA
Tél. : +1 819/ 994 7088 Fax : +1 819/ 997 5453

M. Dan THAKUR
Spécialiste en Education
Agence canadienne de développement international (ACDI)
200 Promenade du Portage
P.O. Box 20115
Hull, Québec K1A 0G4, CANADA
Tél. : +1 819 997 1309 Fax : +1 819 953 9453
Mél : dan_thakur@acdi-cida.gc.ca

M. Ibrahima DIOME
Spécialiste en Education
Bureau d'appui à la Coopération canadienne/ACDI
44 boulevard de la République
BP 3373 Dakar, SENEGAL
Tel : +221 849 77 40/849 77 49
Fax : +221 822 13 07
E-mail : ibrahima-diome@bacdi-senegal.org

DENMARK

Mr. Mike KIERNAN
Senior Education Adviser
Royal Danish Ministry of Foreign Affairs/ DANIDA
2 Asiatisk Plads
DK 1448 Copenhagen, DENMARK
Tel: +45 33/ 92 01 71 Fax: +45 33/ 92 07 90
E-mail: MICKIE@um.dk

FINLANDE

Mr. Heikki KOKKALA
Education Advisor
Dept. for Development Policy
Ministry for Foreign Affairs
P.O. Box 176 Katajanokanlaituri 3
FIN-00161 Helsinki, FINLAND
Tel: +358 9/ 16 05 64 35
Mobile : +358 40 538 6591
Fax: +358 9 16 05 61 00
Mobile : +358 4 05 38 65 91
E-mail: heikki.kokkala@formin.fi

FRANCE

M. Serge TOMASI
Sous Directeur du Développement social et Coopération éducative
Ministère des Affaires étrangères, Direction générale de la coopération internationale et du développement
20, Rue Monsieur, bureau 202
75700 Paris 07 SP, FRANCE
Tél. : +33 1 53 69 39 74 Fax : +33 1 53 69 43 89
Mél : Serge.Tomasi@diplomatie.gouv.fr

M. Jean - Claude MANTES
Chargé de mission au Développement social et coopération éducative
Ministère des Affaires étrangères, Direction générale de la coopération internationale et du développement
20, Rue Monsieur, bureau 202
75700 Paris 07 SP, FRANCE
Tél. : +33 1 53 69 31 24 Fax : +33 1 53 69 37 83
Mél : jean-claude.mantes@diplomatie.gouv.fr

M. Jean-Claude BALMES
Chef de la Division éducation et formation professionnelle
Département du développement humain
Agence française de développement (AFD)
5 rue Roland Barthes 75012 Paris, France
Tel : +1 53 44 42 18/31 31/33 38
Fax : +1 53 44 38 77
E-mail : balmesjc@afd.fr

M. Jacques MARCHAND
Chargé de mission/Division éducation
Agence française de développement (AFD)
6 avenue du Pont Royal
94230 Cachan, France
Tel : +1 53 44 31 19
E-mail : marchandj@afd.fr

IRLANDE

Ms. Maire MATTHEWS
Education Advisor
Irish Department of Foreign Affairs
Bishop's Square
Redmond's Hill Dublin 2, IRELAND
Tel: +353 1 408 2923 Fax: +353 1 408 2884
E-mail: Maire.Matthews@iveagh.irlgov.ie

Ms. Rosemary RWANYANGE
Education Adviser
Embassy of Ireland
P.O. Box 7791 Kampala, UGANDA
Tel: +256 41 34 79 84/ 34 43 48
Fax: +256 41 34 43 53
E-mail: irishaid@starcom.co.ug

Ms. Bridget WALKER MUIAMBO
Education Adviser
Ireland Aid
DCO Maputo, Dept. of Foreign Affairs
Bishop's Square Redmonds Hill
Dublin 2, IRELAND
Tel: +258 1 49 14 40/ 49 63 12
Fax: +258 1 49 30 23
E-mail:
ireland@virconn.com bridget.walker@iveagh.irlgov.ie

Ms. Keratile THABANE
Programme Advisor-Education
Private Bag A 67
Maseru 100, LESOTHO
Tel: +266 22 31 40 68 Fax: +266 22 31 00 28
E-mail: keratile@irishcon.org.ls irishcon@lesoff.co.za

Ms. Miyanda KWAMBWA
Education Manager/ Advisor
Plot 6663 Katima Mulilo Road
Olympia Park, LSK
P.O. Box 34923 Lusaka, ZAMBIA
Tel 1: +260 1/ 29 11 24/ 29 06 50
Fax: +260 1 29 04 28
E-mail: iremb@zamnet.zm

Mr. Nhlanhla NGUBANE
Educatin Adviser
Ireland Aid
P.O. Box 4174
0001 Pretoria, SOUTH AFRICA
Tel: +27 12 342 5062 Fax: +27 12 342 4752
E-mail: Nhlanhla.ngubane@iveaghirlgov.ie

M. Tilahun WORKINEH
Education Advisor
Embassy of Ireland
P.O. Box 9585 Addis Ababa, ETHIOPIA
Tel: +2511665050 Fax: +2511665020
E-mail: tilahun.workineh@iveagh.irlgov.ie

Ms Paule NOLAN
Development Attaché – Irish Consulate
Development Cooperation Ireland
Tonakholu Road
Maseru 100, LESOTHO
Tel : + 266 223 14 068
Fax : +266 223 10 028
E-mail : paula.nolan@iveagh.gov.ie

NORVEGE

Mr. Tor Erik GJERDE
Senior Adviser
Multilateral Department/ UN Section
Royal Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 8114 Dep.
N-0032 Oslo, NORWAY
Tel: +47 22/ 24 39 74/ 24 36 00
Fax: +47 22 24 37 90
E-mail: teg@mfa.no – tor.e.gjerde@mfa.no

Ms. Sissel VOLAN
Senior Education Adviser
Norwegian Agency of Development
Cooperation (NORAD)
Technical Department
Ruselokkvn 26
P.O. Box 8034 DEP – N-0030 Oslo, NORWAY
Tel: +47 22 24 20 30 Fax: +47 22 24 20 31
E-mail: sissel.volan@norad.no

Mr. Thorbjörn GAUSTADSÄTHER
Director
Norwegian Agency of Development
Cooperation (NORAD)
Technical Department
Ruselokkvn 26 – P.O. Box 8033 DEP
N-0030 Oslo, NORWAY
Tel: +47 22 24 20 89 Fax: +47 22 24 20 31
E-mail: tg@norad.no

Ms. Betsy Elizabeth HEEN
Education Adviser
Norwegian Agency of Development
Cooperation (NORAD)
Technical Department, Unit for Education, Research and Culture
Ruselökkvn 26 P.B. 8034 Dep.
N-0030 Oslo, NORWAY
Tel: +47 22 24 02 15 Fax: +47 22 24 02 76
E-mail: ehe@norad.no

Mr. Dankert VEDELER
Deputy Director General
Department for Policy Analysis and International Affairs
P.B. 8119 Dep., 0032 Oslo, NORWAY
Tel: +47 22 24 76 46
Fax: +47 22 24 27 32
E-mail: dv@ufd.dep.no

Mrs Ellen CARM
LINS, International Education Centre
Oslo University College
Pilestredet 52 – 0167 Oslo, NORWAY
Tel: +47 22 45 21 16 Fax: +47 22 45 21 21
E-mail : ellen.carm@lu.hio.no

PAYS BAS

Mr. Pieter BIERMA
Head Education and Development Division
Netherlands Ministry of Foreign Affairs
Bezuidenhoutseweg 67
P.O. Box 20061
2500 EB The Hague, THE NETHERLANDS
Tel: +31 70 348 5212 Fax: +31 70 348 6436
E-mail: pieter.bierma@minbuza.nl

Mr. Arnold Van der ZANDEN
Higher Education Specialist, Cultural Cooperation,
Education and Research Department
Netherlands Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500 EB, the Hague, THE NETHERLANDS
Tel: +31 70 348 5265 Fax: +31 70 340 6436
E-mail: arnold-vander.zanden@minbuza.nl

Mr. Mieke VOGELS
Royal Netherlands Embassy
Old Airport Zone
P.O. Box 1241 Addis Ababa, ETHIOPIA
Tel: +251 1 71 11 00 Fax: +251 1 71 15 77
E-mail: mieke.vogels@minbuza.n

Mr. Leo VAN DER ZWAN
Royal Netherlands Embassy
P.O. Box 9534 Dar es Salaam, TANZANIA
Tel: +255 22 211 0000 Fax: +255 22 211 0044
E-mail: leo-vander.zwan@minbuza.nl

Mr. Bert HUGUENIN
Netherlands Embassy
P.O. Box 20061
2500 EB
The Hague, The Netherlands
Lusaka, ZAMBIA

ROYAUME UNI

Ms. Carew TREFFGARNE
Senior Education Adviser
Department for International Development (DFID)
1 Palace Street
London SW1E 5HE, UNITED KINGDOM
Tel: +44 20 7/ 023 0658 Fax: +44 20 7/ 023 0287
E-mail: c-treffgarne@dfid.gov.uk

Ms. Barbara PAYNE
Senior Education Adviser
DfID Southern Africa
Infotech Building, 1090 Arcadia Street
Hatfield, Pretoria 0083, SOUTH AFRICA
Tel : +27 12 342 33 60
E-mail : B-Payne@dfid.gov.uk

M. Yusuf SAYED
Senior Education Adviser/EFA Team Leader
1 Palace Street,
London SW1E 5HE
Tel : +44 20 7023 0190 Fax : +44 20 7023 0428
E-mail : Y-Sayed@dfid.gov.uk

M. Richard ARDEN
Education Sector Development Adviser
1 Palace Street,
London SW1E 5HE

Mr. Charles Duncan KIRKCALDY
c/o FCO (Ghana)
2 King Charles St
London SW1A 2AH, UK
Tel : +233 21 253243 (Ext.1135) Fax : +233 21 7010655
E-mail : c-kirkcaldy@dfid.gov.uk

SUEDE

Ms. Berit RYLANDER
Senior Programme Officer
Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA)
SE-105-25 Stockholm, SWEDEN
Tel: +46 8/ 698 4062 Fax: +46 8/ 698 5647
E-mail : berit.rylander@sida.se

M. Agneta LIND
Regional Education Adviser
Embassy of Sweden, Maputo
Embaixada da suezia
C.P. 338 Maputo MOZAMBIQUE
Tel: +258 1 480300 Fax: +258/1 480390
E-mail: eva.agneta.lind@sida.se

SUISSE

Mr. Ahlin BYLL-CATARIA
ADEA Chair
Swiss Agency for Development and Cooperation/Direction du développement et de la coopération (SDC/DDC)
Section Afrique Occidentale
Freiburgerstrasse 130
CH 3003 Berne, SWITZERLAND
Tel: +41 31/ 322 3428 Fax: +41 31/ 322 6330
E-mail: ahlin.byll@deza.admin.ch

Mme Fabienne LAGIER
Section Développpement Social
Swiss Agency for Development and Cooperation:Direction du développement et de la coopération (SDC/DDC)
Freiburgerstrasse 130
CH 3003 Berne, SUISSE
Tél. : +41 31/ 323 1734 Fax : +41 31/ 324 8741
Mél : fabienne.lagier@deza.admin.ch

Mme Koumba BOLY BARRY
Coordinatrice du Programme Alphabétisation Formation
Bureau de la coopération de l'ambassade de Suisse
01 B.P. 578 Ouagadougou 01, BURKINA FASO
Tél. :+226 31 31 77 Fax : +226 31 88 29
Mél : alpha@fasonet.bf

U.S. Agency for International Development (USAID)

Ms. Sarah E. MOTEN
Education Division Chief Coordinator
Education for Development and Democracy Initiative
AFR/SD/EDDI, Suite 4.07-105
1300 Pennsylvania Avenue, NW
20523-4600 Washington DC, USA
Tel: +1 202 712 0222 Fax: +1 202 216 3381
E-mail: smoten@usaid.gov

Mme Georgette Pokou
Basic Education Team Leader
01 P.O. Box
2012 Cotonou, BENIN
Tel : +229 30 05 00 Fax : +229 30 12 60
E-mail : gpokou@usaid.gov

Agences multilatérales et fondations/ multilateral agencies and foundations

African Development Bank ADB/BAD

Ms. Alice HAMER
Director Social Development Department North, East & South Region
Angle rue de Ghana, rue Pierre de Coubertin, rue Hedi Nouira – B.P. 323
1002 Tunis Belvédère, TUNISIA
Tel: +216 71 10 20 46 Fax: +216 71 33 25 75
E-mail: a.hamer@afdb.org

Ms. Margaret KILO
Chief Education Specialist
B.P. 323 – 1002 Tunis Belvédère, TUNISIA
Tel : +216 71 10 29 84 Fax : +216 71 83 05 86
E-mail : jimai56@yahoo.com – m.kilo@afdb.org

Carnegie Corporation of New York

Mr. Narciso MATOS
Chair, International Development Program
437 Madison Avenue
New York, NY 10022-7001, USA
Tel: +1 212 207 6286
Fax:+1 212 223 9822
E-mail: nma@carnegie.org js@carnegie.org

Ms. Andrea JOHNSON
437 Madison Avenue, 26th floor
New York, NY 10022, USA
Tel: +1 212/ 207 6288
Fax: +1 212/ 223 9822/ 223 8831
E-mail: aj@carnegie.org

European Commission

M. Johan STIERNA
Administrateur
Direction générale du Développement
12 Rue de Genève
1049 Bruxelles, BELGIQUE
Tel: +32 2/ 296 5004 Fax: +32 2/ 299 2875
E-mail: johan.stierna@cec.eu.int

International Institute for Educational Planning (IIEP)

Mr. Gudmund HERNES
Director UNESCO/ IIEP
7-9 rue Eugène Delacroix
75116 Paris, FRANCE
Tel: +33 1 45 03 77 10 Fax :+33 1 40 72 87 81
E-mail: g.hernes@iiep.unesco.org

Mme Françoise CAILLODS
Directeur adjoint
7-9 rue Eugène Delacroix 75116 Paris, FRANCE
Tél. :+33 1 45 03 77 38 Fax :+33 1 40 72 83 66
Mél : f.caillods@iiep.unesco.org

M. Anton de GRAUWE
Program Spcialist
7-9 rue Eugène Delacroix 75116 Paris, FRANCE
Tél. :+33 1 45 03 77 36 Fax :+33 1 40 72 83 66
E-mail : a.de-grauwe@iiep.unesco.org

Rockefeller Foundation

Ms. Katherine NAMUDDU
Associate Director
International House, 13th Floor
Mama Ngina Street
P.O. Box 47543
Nairobi, KENYA
Tel: +254 2/ 22 80 61/ 33 23 61
Fax: +254 2 21 88 40
E-mail: Knamuddu@rockfound.or.ke

United Nations Children's Fund (UNICEF)

Mr. Cream WRIGHT
Chief, Education Section, Programme Division
3 U.N. Plaza H-7A – 10017 New-York, USA
Tel: +1 212 824 6619 Fax: +1 212 326 7129
E-mail: cwright@unicef.org

Ms. Changu E. MANNATHOKO
Regional Education Adviser
Eastern & Southern Africa regional Office/ ESARO
P.O. Box 44145 Nairobi, KENYA
Tel: +254 2 62 12 34 Fax:+254 2 52 19 13
E-mail: cmannathoko@unicef.org

Mme Dina CRAISSATI
Conseillère régionale Education
UNICEF, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
B.P. 2970, Dakar - Yoff, SENEGAL
Tél. : +221 869 5841/567 5743 Portable : +221 820 3065
Mél : dcraissati@unicef.org

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO)

Mr. John DANIEL
Assistant Director-General for Education
7 place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Tel : 01 45 68 10 47 Fax : 01 45 68 56 27
E-mail : j.daniel@unesco.org

M. Michael OMOLEWA
President of the General Conference
7 place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Tel : +1 45 68 19 80 Fax : +1 45 68 57 01
E-mail : m.omolewa@unesco.org

Mme Aïcha BAH DIALLO
Assistant directeur général adjoint pour l'Education
Division Education de Base
DADG/ED/BAS, Bureau 4.076
7, Place de Fontenoy
75352 Paris 07, FRANCE
Tél. : +33 1/ 45 68 10 76
Fax : +33 1/ 45 68 56 27/ 28
Mél : a.bah-diallo@unesco.org

Mr. Armoogum PARSURAMEN
Regional Director BREDA/SISED/GTSE
UNESCO Office in Dakar and Regional Bureau for Education
12, Avenue Léopold Sédar Senghor
B.P. 3311 Dakar, SENEGAL
Tél. : +221 849/ 2323/ 2335
Fax : +221 823/ 8393/ 6175
Mél : a.parsura men@unesco.org
Site web : www.dakar.unesco.org

M. Adama OUANE
Coordonnateur GTNFE
Directeur de l'IUE/ UIE
UNESCO
Institut de l'Education
Feldbrunnenstrasse 58
D-20148, Hamburg, GERMANY
Tél. : +49 40 448 0410Fax : +49 40 410 7723
Mél : a.ouane@unesco.org – UIE@unesco.org

Ms. Lene BUCHERT
Senior Programme Specialist
Division for Basic Education
Office 4.079
7, Place de Fontenoy
Paris 07 SP 75352, FRANCE
Tel: +33 1 45 68 08 26 Fax : +33 1 45 68 56 27/ 28
E-mail: l.buchert@unesco.org

Mr. Benoit SOSSOU
Spécialiste de Programme et Chef LBE/DFU Unité
UNESCO/BREDA
12, Avenue L.S. Senghor
B.P. 3311 Dakar. SENEGAL
Tél. : +221 849 2310 Fax : +221 823 8393
Mél : b.sossou@unesco.org

M. Vinayagum CHINAPAH
Spécialiste Principal du Programme
7, Place de Fontenoy
Paris 07 SP 75352, France
Tel : +1 45 68 09 93 Fax: +1 45 68 55 16
E-mail : v.chinapah@unesco.org

Mr. Marc Laurent HAZOUMÉ
Senior Research Specialist
Institut pour l'éducation de l'Unesco (UIE)
Feldbrunnenstrasse 58 – 20148 Hamburg, GERMANY
Tel: +49 40 448 0410 Fax: +49 40 410 7723
E-mail: m.hazoume@unesco.org

M. Duncan WILSON
Expert associé
International Bureau of Education
c.p. 199 Genève 20 CH-1211, Suisse
Tel : +41 22 917 78 54 Fax : +41 22 917 78 01
E-mail : d.wilson@ibe.unesco.org

M. Abdoulaye ANNE
Assistant de recherche
International Bureau of Education
c.p. 199 Genève 20 CH-1211, Suisse
Tel : +41 22 917 78 31 Fax : +41 22 917 78 01
E-mail : a.anne@ibe.unesco.org

The World Bank

Mr. Birger FREDRIKSEN
Senior Education Advisor
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel: +1 202/ 473 5033
Fax: +1 202/ 477 2900
E-mail: bfredriksen@worldbank.org

Ms. Oey Astra MEESOOK
Sector Director
Human development, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202 473 4872 Fax: +1 202 473 3500
E-mail : omeesook@worldbank.org

M. Alexandre ABRANTES
Sector Manager
Human Development Group 2, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1-202/473 0056 Fax : +1-202/473 8216
E-mail : aabrantes@worldbank.org

Ms. Harriet NANNYONJO
Senior operations Officer
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : 256/ 41 230094 Fax : +256/ 41 230092
E-mail : hnannyonjo@worldbank.org

Mr. Higgins CATHAL
Senior Education Specialist
Human Development Group 1, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1-202/473 9250 Fax : +1-202/473 8299
E-mail : chiggins@worldbank.org

Ms. Mercy TEMBON
Senior Education Specialist
Human Development Group 2, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1-202/473 8216 Fax : +1-202/473 8216
E-mail : mtembon@worldbank.org

Ms. Claudine BOURREL
Senior Education Specialist
WBI, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202/473 6588 Fax : +1 202/676 0961
E-mail : cbourrel@worldbank.org

Mr. David HARDING
Senior Education Specialist
WBI, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202 473 1209 Fax : + 1 202 676 0961
E-mail : dharding@worldbank.org

Ms. Ruth KAGIA
Sector Director, HDNED
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : + 1 202/473 3314 Fax : + 1 202/522 3233
E-mail : rkagia@worldbank.org

Mr. Mourad EZZINE
Lead Education Specialist
Human Development Group 2, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202/473 2290 Fax : +1 202 473 8216
E-mail : mezzine@worldbank.org

Mr. Jacob BREGMAN
Lead Education Specialist
Human Development Group 3, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202/473 2457 Fax : +1 202/473 8107
E-mail : jbregman@worldbank.org

Mrs Susan OPPER
Senior Education Specialist
Human Development Group 3, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202 473 9332 Fax : +1 202 473 8107
E-mail : sopper@worldbank.org

Mr. James Keith HINCHLIFFE
Lead Education Specialist
Human Development, PSAST , Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202 458 9290 Fax : + 1 202 477 2900
E-mail : jhinchliffe@worldbank.org

Mr. Alain MINGAT
Lead Education Specialist
Human Development, PSAST , Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202 473 3381 Fax : +1 202 477 2900
E-mail : amingat@worldbank.org

Ms. Marit GRANHEIM
Senior Education Specialist
AFTH3 – 1818 H Street, NW
Washington, DC 20037, USA
Tel : +1 202 458 5209 Fax : +1 202 473 8107
E-mail : mgranheim@worldbank.org

Ms Chii AKPORJI
Communication Officer
AFTPX, Africa Region
1818 H Street, NW, Room J8-089
20433 Washington D.C., USA
Tel : +1 202 473 1935
Fax : +1 202 473 8046
E-mail : cakporji@worldbank.org

Mr Maman Sidikou
Specialist Education Department
World Bank
Human Development Network
1818 H St. NW, Room G8-800
Washington, D.C. 20433 USA
+ (1-202) 473 0690 + (1-202) 522 3233
Email: msidikou@worldbank.org

Groupes de travail de l'ADEA / ADEA Working Groups

Livres et matériels éducatifs/ Books and Learning Materials

Ms. Carew TREFFGARNE
Leader GT
Senior Education Adviser
Department for International Development (DFID)
1 Palace Street
London SW1E 5HE, UNITED KINGDOM
Tel: +44 20 7/ 023 0658 Fax: +44 20 7/ 023 0287
E-mail: c-treffgarne@dfid.gov.uk

Chris CHIRWA
Zatazi Consult
Lusaka, Zambia
Chrischirwa@yahoo.co.uk

Mrs. Cynthia HUGO
National Director
READ Educational Trust
P.O. Box 30994
Braamfontein, 2017,
Johannesburg, SOUTH AFRICA
Tel : +27 11 496 3322 Fax : +27 11 496 3445
E-mail : cynthiah@read.co.za elisabethl@read.co.za

Mrs. Cecelia LUKHELE
Provincial Coordinator
READ Educational trust
P.O. Box 30994
Braamfontein, 2017,
Johannesburg, SOUTH AFRICA
Tel : +27 11 496 3322
Fax : +27 11 496 3625
E-mail : cecelial@read.co.za renatem@read.co.za

Communication pour l'éducation et le développement/Communication for Education and Development

Prof. Alfred OPUBOR
Coordonnateur GT
Comed Program-Wanad Center
B.P. 378 – Cotonou, BENIN
Tel : +229 31 34 54/31 58 87
Fax : +229 31 54 61/31 28 70
E-mail: alfredopubor@yahoo.com comed@wanad.org

Mme Anita PLÖNTZKE
WG Comed -Wanad Center
B.P. 378
Cotonou, BENIN
Tel : +229 31 34 54
Fax : +229 31 54 61
E-mail : comed@wanad.org

Enseignement à distance et apprentissage libre/Distance Education and Open Learning

Mr. H.B. DANSINGHANI
Director (International Cooperation Desk)
Ministry of Education and Scientific Research
IVTB House-Pont Fer
Phoenix, MAURITIUS
Tel : +230/ 686 3712
Mobile : +230/ 250 8426
Fax : +230/ 686 8554
E-mail : hdansinghani@mail.gov.mu
Web site : www.muhrd.int.net

Mr. Anand Ramsamy RUMAJOGEE
WG Coordinator
Acting Head, Distance Education and
Open Learning Division
Tertiary Education Commission
Réduit, MAURITIUS
Tel: +230 467 8809 Fax: +230 467 6979
E-mail: arumajog@intnet.mu

M. Faizal JEEROBURKHAN
Head, Centre for Distance Education
Mauritius Institute of Education
Réduit, Mauritius
Tel : +230 466 1174/0228/0845 Mobile : +230 750 7080
Fax : +230 467 5161
E-mail : faizalj@intnet.mu

Développement de la petite enfance/Early Childhood Development

Ms. Jeannette VOGELAAR
Leader du GT
Basic Education Expert
Dutch Ministry of Foreign Affairs DCO/OO/BE
Bezuidenhoutseweg 67
P.O. Box 20061
2500 EB,The Hague, THE NETHERLANDS
Tel: +31 70/ 348 6712/ 383 6466
Fax: +31 70/ 348 6436
E-mail: jeannette.vogelaar@minbuza.nl

Ms. Judith L. EVANS
980 Seapearl Place
Victoria B.C. Canada
V8Y 2X3
Tel : +250 658 1539
Fax : +250 658 1521
E-mail : jevans@shaw.ca

Ms. Eveline PRESSOIR-LOFFICIAL
Regional Advisor IECD/Consellère Régionale P.E.
UNICEF, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
B.P. 2970 Dakar, Yoff, SENEGAL
Tel : +221 869 5841 Fax : +221 567 5743
E-mail : epressoir@unicef.org

Analyse sectorielle en éducation/Education Sector Analysis

M. Ibrahima BAH-LALYA
Coordonnateur du GT
IIPE
7-9 rue Eugène Delacroix 75116 Paris
Tel : +33 1 45 03 77 35 Fax : +33 1 40 72 83 66
E-mail : i.bah-lalya@iiep.unesco.org

M. Djibril DEBOUROU
Député Assemblée Nationale
B.P. 2585
Cotonou, BENIN
Tel.+229 21 22 01
Fax.+229 21 51 61
Debourou2000@yahoo.fr

Ms. Issa NAMATA
ROCARE
Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabetisation
BP 557
Niamey, NIGER
Tel : +227 93 72 65
Fax : +227 72 21 05
E-mail : issa.namata@caramail.com

Statistiques de l'éducation/Education Statistics

Mr. Wim H.M.L. HOPPERS
WG Leader
Education Sector Specialist
Royal Netherlands Embassy Pretoria
P.O. Box 117
0001 Pretoria, SOUTH AFRICA
Tel: +27 12 344 3910 Fax: +27 12 344 0781
E-mail: hoppodor@iafrica.com
wim.hoppers@minbuza.nl

Mr. Glory Joseph Tlou MAKWATI
WGES/ NESIS Interim Coordinator
UNESCO Sub-regional Office
P.O. Box 435 H.G.
8 Kenilworth Road, Newlands
Harare, ZIMBABWE
Tel 1: +263 4 77 61 14 Tel 2: +263 4 77 61 15
Mobile : +263 91 22 74 47 /+263 91 22 79 97
E-mail: g.makwati@unesco.org

Ms. Rudo Cynthia GWAFA
Secretary
UNESCO Sub-regional Ofice
P.O. BOX H.G. 435
8 Kenilworth Road, Newlands
Harare, ZIMBABWE

M. Thierry LAIREZ
UNESCO
12, Avenue L.S. Senghor
B.P. 3311 – Dakar, SENEGAL
Tél. :+221 822 4547 Fax :+221/ 821 3848

M. Claude AKPABIE
Consultant SISED-AOC
UNESCO/ UIS/ NESIS
8 Kenilworth Road, Newlands
Harare, ZIMBABWE
Tel: +2634 33 22 22

Finances et éducation/ Finance and Education

M. Mohamed Chérif DIARRA
Coordinateur GT
Conseil pour le développement des recherches en sciences sociales (CODESRIA)
B.P. 3304 – Avenue Cheick Antax Canal IV
Dakar, SENEGAL
Tél. : +221/825 7214/ 825 9823
Fax : +221/ 825 6944/ 824 1289
Mél : Mohamed.diarra@codesria.sn
mohameddiarra@hotmail.com

M. Crisanto BANNOS
Directeur de la Planification
Ministère de l'Education
Praia, CAP VERT
Mél : crisantob@palgov.gov.cv
Crisanto_barros@hotmail.com

M. Ali ADOUM
Analyste en politique éducative et en gestion
Ministère de l'Education
B.P. 743
N'Djaména, TCHAD
Tél : +235 51 45 12 Fax : +235 51 60 51

Enseignement supérieur/Higher Education

Ms. Alice Sena LAMPTEY
WG Coordinator
Association of African Universities (AAU)
P.O. Box AN 5744 – Accra-North
GHANA
Tel: +233 21/ 76 15 88/ 77 44 95
Fax: +233 21/ 77 21 48
E-mail: alamptey@aau.org
Web site: www.aau.org

Mr. James Adu OPARE
University of Cape Coast
Cape Coast, Ghana

Education non formelle/ Non-Formal Education

Ms. Amina OSMAN
WG Coordinator
Senior Programme Officer, Social Transformation Program Division (STPD)
Commonwealth Secretariat
Marlborough House. Pall Mall
SW1Y 5HX London, UNITED KINGDOM
Tel: +44 20 7/ 747 6553 Fax: +44 20 7/ 747 6287
E-mail: a.osman@commonwealth.int
Web site: www.adeanet.org/wgnfe

M. Amadou Wade DIAGNE
Coordinator of the Senegal Country Working Group on Non Formal Education
Dakar, SENEGAL

Ms. Joyce KIBATHI
Director
Department for Adult Education
Nairobi, KENYA

Mr. Taghdo Anatole NIAMEOGO
Coordonnateur
GTENF du Burkina Faso (APENF)
BP 9579 Ouagadougou 06
BURKINA FASO
Tel : +226 23 19 74 Fax : +226 34 31 80
E-mail : aniameogo@crsbf.bf

Profession enseignante/Teaching Profession

Mr. Henry KALUBA
WG Coordinator
Chief Program Officer/ Teacher Management Support
Commonwealth Secretariat
Social Transformation Programmes Division
Marlborough House, Pall Mall
SW1Y 5HX London, UNITED KINGDOM
Tel: +44 20 7 747 6276
Fax: +44 20 7/ 747 6287/ 6276
E-mail: h.kaluba@commonwealth.int

M. Paul DOGOH BIBI
Coordonnateur régional du GT
Inspecteur Général honoraire de l'Education nationale
06 B.P. 1634, 06 Abidjan, COTE D'IVOIRE
Tél.: +225 20 21/ 11 29/ 83 93
Fax : +225 20 21/ 83 93/ 51 42
Portable : +225/ 05 67 14 16
Mél : dogoh@globeaccess.net
dogoh@lycosmail.com

M. Alamah CONDE
Inspecteur général adjoint de l'éducation
B.P. 2201
Conakry, GUINEE
Tél. : +224 13 40 49 09
Tél. : +224 43 02 48 Fax : +224 41 34 41
Mél : Alamah@yahoo.fr

M. Abdoulaye TOURE
Coordonnateur national du GT
Chef de la Division des Etudes et des Ressources humaines
Ministère de l'Education nationale
Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education (DPRE)
1 rue Calmette – B.P. 4025 – Dakar, SENEGAL
Tél. : +221 821 0762 Fax : +221 821 1376
Mél : ablayet@hotmail.com

Groupe gradué et membre associé/ Graduated group and associate member FAWE

Ms. Penina MLAMA
WG Leader/Coordinator
Executive Director FAWE
FAWE House
Chania Avenue, off Wood Avenue, Kilimani
P.O. Box 21394-00505, Ngong Road
Nairobi, KENYA
Tel: +254 20/ 57 31 31/ 57 33 51
Fax : +254 20 57 41 50
E-mail : fawe@fawe.org

Ms. Lilian SIWOLO
Personal Assistant FAWE
FAWE House
Chania Avenue, off Wood Avenue, Kilimani
P.O. Box 21394-00505, Ngong Road
Nairobi, KENYA
Tel: +254 20/ 57 31 31/ 57 33 51
Fax : +254 20 57 41 50 E-mail : fawe@fawe.org

Ms. Lornah MURAGE
Pogramme Officer, FAWE
FAWE House
Chania Avenue, off Wood Avenue, Kilimani
P.O. Box 21394-00505, Ngong Road
Nairobi, KENYA
Tel: +254 20/ 57 31 31/ 57 33 51
Fax : +254 20 57 41 50
E-mail : fawe@fawe.org

Ms. Marema Diokhane DIOUM
Programme Officer, FAWE
FAWE House
Chania Avenue, off Wood Avenue, Kilimani
P.O. Box 21394-00505, Ngong Road
Nairobi, KENYA
Tel: +254 20/ 57 31 31/ 57 33 51
Fax : +254 20 57 41 50
E-mail : fawe@fawe.org

Group Ad hoc on HIV/AIDS/Groupe ad hoc de l'ADEA sur le HIV/SIDA

Mr. Jean-Baptiste GATALI
Policy Advisor
UNDP Regional Project on HIV/AIDS and Development
United Nations Office for Project Services
Gestetner Building 138 Palala Road Menlo Park
P.O. Box 6541Pretoria, SOUTH AFRICA
Tel: +27 12 369 9931 Fax: +27 12 348 7688
Mobile: +27 82 821 1563 E-mail: jean.gatali@undp.org

Mr. Lamine THIAM
Policy Advisor
UNDP Regional Project on HIV/AIDS and Development
United Nations Office for Project Services
Gestetner Building
138 Palala Road Menlo Park
P.O. Box 6541Pretoria, SOUTH AFRICA
Tel: +27 12 369 9931 Fax: +27 12 348 7688
Mobile: +27 82 781 9956
E-mail: lamine.thiam@undp.org

Group Ad hoc on Quality/ Groupe ad hoc sur la qualité

Mr. Adriaan VERSPOOR
Consultant
11570 Lake Newport Road 20194 Reston, USA
Tel: +1 703 437 8132 Fax: +1 703 437 8132
E-mail : averspoor@worldbank.org
averspoor@aol.com

Mme Charlotte SEDEL
Consultante ADEA
7-9 rue Eugène Delacroix
75116 Paris, FRANCE
Tél. : +33 1 45 03 24 70 Fax : +33 1 45 03 39 65
Mél : c.sedel@iiep.unesco.org

Thematic Coordinators for ADEA Study on Quality/Coordonnateurs thématiques pour l'étude de l'ADEA sur la qualité

M. Martial DEMBELE
Directeur associé, CIPGL/UQAM
Université du Québec à Montréal
Faculté d'Education
1205 rue Saint Denis, Local N-2210
H2X 3R9 Montréal, Québec, CANADA
Tél. : +1 514 987 8924 Fax : +1 514 987 0267
Mél : dembele.martial@uqam.ca
Site web : http://cipgl.uqam.ca

M. Boubacar NIANE
Ecole Normale Supérieure
UCAD/ ENS Dakar
B.P. 5254 Dakar Fann, SENEGAL
Tél. : +221 637 2623 Portable : +221 558 4907
Mél : bniane@refer.sn

M. Jordan P. NAIDOO
Education Policy Analyst/ Consultant
Harvard University
52, Adams Street MA 02474, Arlington, USA
Tel: +1 781 641 7442 Fax: +1 781 744 0408
E-mail: naidoojo@gse.harvard.edu

M. Kabule W. WEVA
Professeur titulaire en Administration et Politiques de l'Education - Université de Moncton
E1A 3E9, Moncton, Nouveau-Brunswick, CANADA
Tél. : +1 506 858 4417 Fax : +1 506 858 4317
Mél : wevak@umoncton.ca

M. Nazam HALAOUI
Chercheur, Etudes africaines
Faculté des arts et des sciences
Département de Linguistique et de Traduction
C.P. 6128, Succursale Centre ville
Université de Montréal
H3C 3J7, Montréal, Québec, CANADA
Tél. : +1 514 343 6111/ 1688 Fax : +1 514 343 228 4
Mél : nazam.halaoui@umontreal.ca

Autres organismes bilatéraux, multilatéraux et ONG / Other bilateral and multilateral agencies and NGOs

Aide et Action

M. Thierno Aliou DIAOUNE
Responsable de Programme Guinée
53, Bd de Charonne
75545 Paris Cedex 11, FRANCE
Tél. : +33 1 55 25 70 00
Fax: +33 1 55 25 70 29
Mél : odile.beronie@aide-et-action.org

All Africa Teachers Organisation, Africa Regional Office (AATO)

Mr. Thomas Ango BEDIAKO
Chief Regional Coordinator (EI) Secretary General (AATO)
B.P. 14058 Lomé, TOGO
Tel: +228 221 2841 / 228 222 5095
Fax: +228 221 2848 228 221 2852
E-mail: tom.bediako@ei-africa.org

Association of African Universities (AAU)

M. George ESHIWAN
President, AAU
Aviation Road extension
Airport Residential Area
P.O. Box AN 5744
Accra- North, GHANA
Tel: +233 21 77 44 95/ 76 15 88
Fax: +233 21 77 48 21 E-mail: secgen@aau.org

M. Francis RAJAOSON
Secretary General (AAU)

Agence intergouvernementale de la Francophonie

M. Samir MARZOUKI
Directeur de l'Education et de la formation technique et professionnelle
13 Quai André Citröen
75015 Paris, FRANCE
Tél. : +33 1 44 37 33 42 Fax : +33 1 44 37 33 34
Mél : samir.marzouki@francophonie.org

Mme Annick d'ALMEIDA-AGBOJAN
Responsable du Programme « Education de base »
13 Quai André Citröen – 75015 Paris, FRANCE
Tél. : +33 1 44 37 32 22 Fax : +33 1 44 37 33 34
Mél : almeida@francophonie.org

Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES)

M. Richard CHARRON
Secrétaire général
500 est, boulevard Crémazie H2P 1E7 Montréal,
Québec, CANADA
Tél : +1 514 383 7335 Fax : +1 514 384 2139
Mél: afides@afides.org

Association internationale pour la promotion de l'éducation en Afrique

M. Fulgence KONE
Secrétaire Général
277 rue St Jacques
75005 Paris
Tel : 01 53 73 73 60
Fax : 01 53 73 73 51
E-mail : f-kone@scolanet.org

Coopération Belge
Administration générale de la Coopération Directorate General for Development Cooperation (AGCD/DGDC)

M. Edwin BOURGEOIS
Education Strategies Unit
Brederodestraat 6 – B-1000 BRUSSEL
Tél. : +3225190609 Fax : +3225190683
Mél : edwin.bourgeois@diplobel.fed.be

African Capacity Building Foundation (ACBF)

Mr. Claude SINZOGAN
Intermarket Life Towers, 7th floor
Corner Jason Moyo Avenue/Sam Nujoma Street
P.O. Box 1562 – Harare, ZIMBABWE
Tel: +263 4 70 29 31
Fax: +263 4/ 70 29 15/ 73 85 20
Website: www.acbf-org

ANCEFA

Mr. Gorgui SOW
Zone B Bâtiments – Rue 111 Villa N°24 A
B.P. 3007 Dakar – Yoff, SENEGAL
Tel:+221 824 2244 Fax: +221 824 1363
Mobile: +221 684 2042 E-mail: ancefa@sentoo.sn

African Publishers Network (APNET)

Mr. Brian Wafawarowa,
c/o. New Africa Educational Publishing
P.O.Box 23408
Claremont 7735, RSA
Tel. 27 -21 - 6744187
Fax: 6742920
E-mail: brian@newafricabooks.co.za

AVU (African Virtual University)

Mr. Kuzvinetsa Peter Dzimbo
Rector
P.O. Box 25405 Nairobi, KENYA
Tel: +254 2 271 2056 Fax :+254 2 271 0099
Website : www.avu.org

Mr Magdallen N. JUMA
Senior Manager, Academic Programs AVU
71, Maalim Juma road, Kilimani
P.O. Box 25405 Nairobi KENYA
Tel: +254 2 71 20 56 Fax: +254 2 71 20 71
E-mail: mjuma@avu.org – www.avu.org

Mme Aissata SOW
Chargée des opérations AVU
71, Maalim Juma road, Kilimani
P.O. Box 25405 Nairobi KENYA

Mr. Alex TWINOMUGISHA
Manager, Information Technologies AVU
71, Maalim Juma road, Kilimani
P.O. Box 25405 Nairobi KENYA

Ms. Live EMMANUELLA
71, Maalim Juma road, Kilimani
P.O. Box 25405 Nairobi KENYA

Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)

M. Mamadou Moustapha SALL
Secrétaire général
01 B.P. 134 – 01 Ouagadougou, BURKINA FASO
Tél. : +226 30 71 71 Fax : +226 30 72 13
Mél : cames@syfed.bf.refer.org – sallmm@yahoo.fr

Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA)

Mr. Adebayo O. OLUKOSHI
Executive Secretary
B.P. 3304 Dakar, SENEGAL
Tel: +221/ 824 0374/ 825 9822/ 825 9823
Fax: +221/ 824 5795/ 824 1289
E-mail: adebayo.olukoshi@codesria.sn
Website: www.codesria.org

M. Jean Bernard OUEDRAGO
Secrétaire Exécutif Adjoint
Dakar, SENEGAL
Tel: +221/ 825 6597/ 825 9822 Fax: +221/ 824 1289
E- mail: sheila.bunwaree@codesria.sn

COL (The Commonwealth of Learning)

Mr. Gajaraj DHANARAJAN
President and Chief Executive Officer
1285 West Broadway, Suite 600
V6H 3X8 Vancouver, BC, CANADA
Tel : +1 604 775 8262/ 8264Fax: + 1 604 775 8210
E-mail : gdhan@col.org
abacchus@col.org

CONFEMEN (Conférence des Ministres de l'Education des Pays francophones)

Mme Adiza HIMA
Secrétaire générale
Immeuble Kébé-Extension, 3è étage
B.P. 3220 Dakar, SENEGAL
Tél. : +221 821 6022 Fax : +221 821 3226
Mél : confemen@sentoo.sn

Education Research Network for West and Central Africa (ERNWACA)

Ms. Kathryn TOURE
Regional Coordinator
Educational Research Network for West and Central Africa
B.P. E 1854 Bamako, MALI
Tel: +223 221 1612 Mobile: +223 674 8384
Fax: +223 221 2115
E-mail: rocare@datatech.toolnet.org tourek@rocare.org
Website: www.ernwaca.org
www.rocare.org

Education Research Network for Eastern and Southern Africa (ERNESA)

Ms. Pulane Julia LEFOKA
Regional Coordinator, Lesotho Educational Research Network in Eastern and Southern Africa
Institute of Education
National University of Lesotho
P.O. Roma 180
100 Maseru, LESOTHO
Tel: +266 22 34 06 01 Fax: +266 22 34 00 00
E-mail: jp.lefoka@nul.ls

Mr. Mokhgoetsi MASISI
Coordinator
Plot 13230 Tshlofelo, Ngoale Cresent Street,
Gaborone Botswana.
Tel: +267- 3971855
mekmasisi@yahoo.co.uk

FAPE (Fédération Africaine des Associations Parents d'Elèves et Etudiants)

M. Martin ITOUA
Président du FAPE
B.P. 1113 – 02 Brazzaville, CONGO
Tél. : +242/ 51 56 13/ 82 17 94 Fax : +242 81 01 02
Mél : Fape_bzv@yahoo.fr

FAPED

M. Oumar SARR
Président FAPED/Député
BREDA/UNESCO
Dakar, SENEGAL
Tel : +221 644 5810
Fax : +221 971 2069
E-mail : oumarsarr@yahoo.fr

FONDATION PAUL GERIN-LAJOIE

M. François GERIN-LAJOIE
Directeur
Fondation Paul Gérin-Lajoie
Functional Illiteracy Research & Education Inc.

Functional Illiteracy Research & Education Inc.

Ms. Fenna E. BACCHUS
President & CEO
544 Walnut Street
Altamonte Springs, FL 32714-2329 U.S.A.
Tel : +407 774 6542 Fax : +407 484 0292 (cell)
E-mail : fennabacchus@cfl.rr.com
fennabacchus@hotmail.com

International Development Research Centre (IDRC)

Constance FREEMAN
Regional Director

International Foundation for Education and Self Help (IFESH)

Mr Julie SULLIVAN
Suite 260 5040 E Shea Boulevard
Scottsdale, AZ 85254-4687 USA
Tel: +1 480 443 1800 x607 E-mail: jsul@ifesh.org

Save the Children

Ms. Deborah GLASSMAN
Education Specialist
Save the Children Fund
54 Wilton Road Westport, CT 06880
Tel : +1 203 221 3712
E-mail : dglassman@savechildren.org
debglassman1@yahoo.fr

Islamic Development Bank

M. Amadou Goumanadak HAGO
P. O. Box 5925 Jeddah 21432 Kingdom of Saudi Arabia
Tel: +96 62 636 1400 Fax: +96 62 636 6871
E-mail: idbarchives@isdb.org.sa

Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization – ISESCO

M. Mohamed Hashem FALOUJI
Directeur general adjoint
Av. Attine Hay Ryad Rabat, Maroc
Tel : +21237 71 56 23/77 24 33
+21237 71 52 90 E-mail : dga@isesco.org.ma
cid@isesco.org.ma

JICA (Japan International Cooperation Agency

Ms. Yumiko YOKOZEKI
Technical Adviser for Education
2-1-1 Yoyogi, Shiruya-Ku Tokyo, Japan
Tel : +81 3 5352 5113Fax : +81 3 5352 5114
E-mail : Yokozeki.Yumiko@jica.go.jp

Ms. Keiko SANO
Assistant Resident Representative
Kenya office
The Rtimtulla Tower, 10th and 11the floor
Upper Hill Road Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 27 241 21 Fax : +254 20 27 248 78
E-mail : Sano.Keiko@jica.go.jp

Maskew Miller Longman International

M. Shumi CHIMONBE
International Representative
Forest Road/Logan way, Pinelands
P.O. BOX 396, Cape Town, 8000
SOUTH AFRICA
Tel : +27 21 531 7750
Portable +082 809 6583
Fax : +27 21 532 2302
E- mail : shumi@mml.co.za

Instituto Fronesis

S. E. Mme Rosa Maria TORRES
Lafinur 2932, 6th floor, Buenos Aires, ARGENTINA
Tel: +54 11 4804 2834 Fax: +54 11 4804 2834
E-mail : rmtorres@fibertel.com.ar
rmt_fronesis@yahoo.com

NEPAD

M. Mzobz M. MBOYA
Education Advisor
Nepad Secretariat
P.O.Box 1234 Halfway House Midrand 1685, SOUTH AFRICA
Tel: +27 11 313 3843 Fax: +27 11 313 3778
Mobile: +27 82 563 2631 E-mail: mzobanzi@nepad.org
Website: www.nepad.org

NORRAG (Northern Policy Research Review Advisory Network on Education and Training)

M. Michel CARTON
C/o Graduate Institute of Development Studies
P.O. Box 136 CH-1211 Geneva 21, SWITZERLAND
Tel: +41 22 906 5901/43 Fax: +41 22 906 5947
E-mail: Michel.Carton.@iued.unige.ch

Observatoire de l'Education de Base des pays de la CEDEAO

M. Sékou TRAORE
Responsable pour collection de données/Div. de la Planif. et des Statis.
Ministère de l'Education nationale
B.P. 71 Bamako, MALI
Tél. : +223 222/ 2126/ 2450 Fax : +223 223 0545

Pan African Booksellers Association (PABA)

Ms. Lily NYARIKI
PABA Chairperson
Books & Prints Ltd
49 Lawani Street Onitiri, Lagos, NIGERIA
Tel: +234 1 890 2341/ 0062 Fax: +234 1 493 2725
E-mail: booksanp@yahoo.com

People's Action Forum

Ms. Gina FUNDAFUNDA
P.O. Box 33709 – 10101 Lusaka, ZAMBIA
Tel: +260 1 23 12 01/69 43 Portable : +260 97 78 67 49
Fax: +260 1 22 44 43/69 43 E-mail: paf@zamnet.zm

Plan International

Mme Fadimata ALAINCHAR
Conseillère régionale en Education
Plan Afrique de l'Ouest (Plan WARO)
136 Sotrac Mermoz
B.P. 21121 Dakar, SENEGAL
Tel: +221 869 7434 Fax: +221 637 6707
E-mail: fadimata.alainchar@plan-international.org

Mr. Wiseman NGWATA
Regional Advisor
Plan Afrique de l'Est et du Sud (Plan RESA)
136 Sotrac Mermoz B.P. 21121 Dakar, SENEGAL
Tel: +221 869 7434 Fax: +221 860 2951

Southern Africa Consortium for Monitoring Educational Quality (SACMEQ)

Mr. Saul MURIMBA
Director of SACMEQ Coordinating Centre
Unesco Sub-Regional Office
P.O. Box HG 435 Highlands, Harare, ZIMBABWE
Tel 1: +263 4 33 44 25 Tel 2: +263 4 33 44 32
Tel 3: +263 4 33 22 22 Fax: +263 4 33 23 44

SADC

Ms. Angela ARNOTT
SADC Education Policy Support Iniciative
P.O. Box 5873 Mbabane, SWAZILAND
Tel: +268 404/ 6344/ 6345
Fax: +268 404/ 6407 E-mail: sadchrd2@realnet.co.sz
Website: www.sadceducation.com

Ms. Letsiwe Thuli DLAMINI
Senior Officer, Human Resources Development
SADC Secretariat
Private Bag 0095
Gaborone, BOTSWANA
Tel : +267 36 11 868/395 18 63 Ext. 1168
Fax : +267 39 72 848
E-mail : ldlamini@sadc.int

Mr. Brahm FLEISH
SADC Centre Representative
E-mail : fleischb@educ.wits.ac.za

SMASSE WECSA

Mr. Bernard M. NJUGUNA
Head of Secretariat Smasse Inset Unit
P.O. Box 30596-00100 Nairobi, KENYA
Tel: +254 20 57 36 80 Fax : +254 20 57 38 11
E-mail : njuguna@smasse.org

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)

Ms. Aïcha Lalla BEN BARKA
Deputy Executive Director UNECA
P.O. Box 3001 Addis Ababa, ETHIOPIA
Tel : +221 1 51 11 65 Fax: +251 1 51 19 29
E-mail: barkal@uneca.org

Universidade Pedagogica

M. Arnaldo NHAVOTO
Ancien Ministre de l'Education au Mozambique
Coordinateur du Centre de la SADC DE Spécialisation en Politiques, Planification et Gestion de l'Education à l'Universidade Pedagogica et Coordinateur du Task Force sur Education à Distance au Mozambique
Rua de Commandante Augusto Cardoso, 135
P.O. BOX 3276
Maputo, Mozambique
Tel : +258 1 43 13 09 Fax : +258 1 43 13 09
E-mail : ndalele.nhavoto@tvcabo.co.mz

University of Pretoria

Ms. Catherine A. Odora Hoppers
Faculty of Education
c/o825 Arcadia Street
P.O. Box 117, Pretoria SOUTH AFRICA
Tel: +27 12 420 5505 +27 82 859 6310
E-mail: h.bannes@gk.up.ac.za

Personnes ressources / Présentateurs - Resource Persons / Presentators

Ms. Tisna Veldhuyzen van ZANTEN
Vice President and Director
University Research Co., LLC
International Development Group
Tel : +301 941 8412 Fax : +301 941 9427
E-mail : tveldhuyzen@urc-chs.com

Christopher COLCLOUGH,
Directeur, Equipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT

Ms. Sheila DOHOO FAURE
Partner
150 Metcalfe Street, Suite 900
Ottawa, Ontario K2P 1P1, CANADA
Tel: +1 613 230 5577 Fax: +1 613 235 9592
E-mail: sfaure@ggi.ca Website: www.ggi.ca

Mr. Rob. D. VAN DEN BERG
Chair of St/Com International Evaluation of External Support to Basic Educ. & Director, Policy and Operations Evaluation Department
Netherlands Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500 EB, the Hague, THE NETHERLANDS
Tel: +31 70 348 5890 Fax: +31 70 348 6336
E-mail: rd-vanden.berg@minbuza.nl

Mr. Joel SAMOFF
Adviser to the Evaluation Steering Committee
Policy and Operations Evaluation Department
Stanford University
3527 South Court – Palo Alto, CA 94306, USA
Tel: +1 650 856 2326 Fax: +1 650 856 2326
E-mail: joel.samoff@stanford.edu

M. Jacques PLANTE
Professeur titulaire retraité
Université de Laval
2127, Chemin Royal Saint Pierre, Ile d'Orléans
G0A 4E0 Québec, Canada
Tél :+1 418 828 9681 Fax : +1 418 828 1538
Mél : planj@videotron.ca

Mr. John OXENHAM
15, Derby Hill Crescent London SE23 3YL, UK
Tel: +44 20 8 699 9145 Fax: +44 20 8 699 1849
E-mail: john_oxenham@yahoo.co.uk

Ms. Jane G. SCHUBERT
Senior Research Fellow
USAID
American Institute for Research
1000 Thomas Jefferson Street, NW, USA
Washington DC 20007
Tel: +1 202 298 2953 E-mail: jschubert@air.org

Mr. Vincent GREANEY
Lead Education Specialist
The World Bank
1818 H Street, NW 20433 Washington DC, USA
Tel: +202 458 1221 Fax: +202 522 3408
E-Mail: vgreaney@worldbank.org

M. Thomas KELLAGHAN
Director Educational Research Centre
St Patrick's College
Drumcondra Dublin 9, IRELAND
Tel: +353 1 837 3789 Fax: +353 1 837 8997
E-mail: tkellaghan@erc.ie

M. Hassana ALIDOU
Associate Professor
International Teacher Education and Cross-cultural Studies,
Graduate School of Education
Alliant International University
10455 Pomerado Road San Diego, CA 92131-1799, USA
Tel (Home and preferred): +1 858 578 7506
Office: +1 858 635 4720 Fax: +1 858 635 4714
E-mail: hassanatou@yahoo.com
halidou@alliant.edu

M. Jean Bernard RASERA
Chercheur IREDU-CNRS
Université de Bourgogne, Pôle AAFE
B.P. 26513 – 21065 Dijon Cedex France
Tél. : +33 3 80 39 54 65 Fax : +33 3 80 39 54 79
Mél : jbrasera@u-bourgogne.fr

Mr. Gordon NAIDOO
Executive Director
Open Learning Systems Education Trust

Dr. Alphonse KANGAH
s/c Working Group Teaching Profession (Francophone)
16 B.P. 791
Abidjan 16, COTE D'IVOIRE
Fax : +225 20 21 83 93/51 42

M. Jean-Marc BERNARD
Conseiller PASEC
Tél.: (221) 821-80-07 Fax : (221) 821-32-26
CONFEMEN
BP 3220 Dakar Sénégal
www.confemen.org

Mme Jeanne MOULTON
319 Addison Avenue Palo Alto
94301 USA
Tel: +1 650 327 4282 Fax +1 650 327 3162
Email: jmoulton@aol.com

Coordonnateur thématiques pays

M. Honoré Dekpegnon DEWANOU
Directeur adjoint de la programmation et de la prospective
Ministère des enseignements primaire et sécondaire
01 B.P. 2767 Porto-Novo, BENIN
Tél. : +229 21 45 29 Fax : +229 21 50 48
Mél : ddhonore@yahoo.fr

Mr. E. Molapi SEBATANE
Director/ Professor
National University of Lesotho
Institute of Education
P.O. Roma 180 LESOTHO
Tel: +266/ 22 21 33 90/22 34 06 01
E-mail: emsebatane@nul.ls

M. William RAKOTOARINIA RATREMA
Inspecteur
Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'éducation de base,
Anosy, 101 Antananarivo MADAGASCAR
Tél : +261 20 213 02 Fax : +261 20 213 02

Dr. Cheick Oumar FOMBA
Chercheur ROCARE
Centre National de l'Education
B.P. 1583 Bamako, MALI
Tél. : +223 222 42 62/675 65 70 Fax : +223 221 21 15
Mél : cheick.fomba@caramail.com

Ms Nebghouha MINT MOHAMED VALL
Directrice de la planification et de la coopération, cabinet du Ministre
Ministère de l'Education nationale
B.P. 227 Nouakchott, MAURITANIE
Tel : +222 525 2237/634 4077 Fax : +222 525 1222
E-mail : nmvall@men.mr

M. Amadou HAMIDOU
Conseiller technique – Projet Education
Ministère de l'Education nationale
Direction des projets éducation
B.P. 11897 Niamey, NIGER
Tél. : +227 74 07 94/73 39 07 Fax : +227 72 21 05
Mél : hamidou.a1@caramail.com

M. Jacob TARLOWOH
Assistant Minister
Bureau of Curriculum Dev. & Textbook research
Ministry of Education
5th floor, E. G. W. King Plaza
P.O. Box 9012 Monrovia – LIBERIA
Tel : +231 22 61 44 Portable : 011-377-47-521-617
Fax : +231 22 61 44
E-mail : tarlowoh@yahoo.com

Mr. Joseph EILOR
Principal Education Planner
Ministry of Education & Sports
Education Planning Department
King George IV Way
Embassy House Floor 6, Room 10
P.O. Box 7063 Kampala, UGANDA
Tel: +256 41 25 86 29 Direct: +256 41 23 30 16
Mob: +256 77 50 17 30 Fax: +256 41 23 21 04/23 30 16
E-mail:josepheilor@hotmail.com or – eilor@usa.net

M. Alassane NDIAYE
Directeur de l'Alphabétisation et de l'Education de base
Ministère délégué chargé de la formation professionnelle publique et privé de l'alphabétisation et des langues nationales
23 Rue Calmette B.P. 15743 Dakar-Fann, SENEGAL
Tél: +221 842 24 82/842 24 83/658 50 03
Fax: +221 842 24 83 Mél: dalpha@primature.sn

Mr. Francis K. SAMPA
Principal Education Officer (In-service)
c/o Ms. B. Chilangwa, Permanent Secretary
Ministry of Education
P.O. Box 50093 Lusaka, ZAMBIA
Tel: +260 1 25 03 09/25 16 54
Fax: +260 1 25 03 09/25 41 39
E-mail: fsampa@zamnet.zm

Ms. Mariana van GRAAN
Ministry of Basic Education, Sport and Culture
National Institute for Educational Development
P. Bag 2034 Okahandja, NAMIBIA
Tel: +264 62 502 446 Fax: +264 62 502 613
E-mail: mgraan@nied.edu.na

M. Taryam Paul ILBOUDO
Représentant national
Oeuvre Suisse d'Entraide Ouvrière
01 B.P. 2057 – 01 Ouagadougou, BURKINA FASO
Tel : +226 36 95 53 Fax : +226 36 95 56
E-mail : paultaryam@hotmail.com

M. Mohammed NAFISATU
Director, Educational Support Services
Federal Ministry of Education (Nigeria)
Federal Secretariat, annex building,
3rd floor - Shehu Shagary Way
Abuja – Nigeria
Tel : +234 9 314 1773
Fax : +234 9 314 1215
E-mail : atolagbes@yahoo.co.uk

M. Faoura THIAM
Coordonnateur
Programme Éducation Pour Tous
Ministère de l'Enseignement Technique et
de la Formation Professionnelle
BP 265 Conakry, République de Guinée
Tel : +224 011 21 46 23
E-mail : fthiam@universiteconakry.ac.gn

M. Baba DIANE
Administrateur Scolaire
Chef de la Division Formation Initiale,
Responsable du volet Formation Initiale des Maîtres de l'élémentaire du Programme Education Pour Tous
Direction Nationale de la Formation et du Perfectionnement Professionnel des Personnels
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
Kaporo Centre Commune de Ratoma
BP 265 Conakry, République de Guinée
Tél : +224 257193
E-mail : bdiane@universiteconakry.ac.gn

Mr. Ibrahim S. EL-DASIS
Director General for Educational Planning Federal
Ministry of Education
P.O. Box 284 Khartoum, SUDAN
Tel : +249 11 78 67 86 Portable : +249 01 22 55 202
Fax : +249 11 790092

Mr. Abdulla M. ABDULLA
Head, Policy and Planning Division
Ministry of Education, Culture and Sports
P.O. Box 394 ZANZIBAR
Tel: +255 24 223 28 27/223 75 10 Fax: +255 223 28 27
Email: edu@zanzinet.com - amam39@hotmail.com

Former Chairs and Executive Secretaries

Mr. Richard SACK
Ex-Executive Secretary, ADEA
3 rue de Turbigo 75001 Paris, FRANCE
Tel home: +33 1 42 33 28 99 Fax: +33 1 42 36 30 89
E-mail: rsack@wanadoo.fr

Hon. Nuwe Amanya MUSHEGA
Ex-Minister of Education, Uganda
Secretary General
East African Community (EAC)
AICC
Kilimanjaro Wing P.O. Box 1096 Arusha, TANZANIA
Tel: +255 27 250 4253 Fax: +255 27 250/ 4255/ 4481
E-mail: mushega@eachq.org

S.E.M. Bireme Abderahim HAMID
Ex-Minister of Education, Chad
S/c Ministère de la Justice
B.P. 426 Ndjamena TCHAD
Tel : +235/25 16 16 Tel portable : +235/841 80 27
Domicile : +235/ 51 95 28

Hon. Prof. Subusiso BENGU
Ex-Minister of Education, South Africa
Tiergartenstr, 18 Berlin, GERMANY
Tel : +49 30 22 0730 Fax : +49 30 22 073 202

ADEA Secretariat

Mr. Mamadou NDOYE
Executive Secretary
Tel: +33 1/ 45 03 77 65 Fax: +33 1/ 45 03 39 65
E-mail: m.ndoye@iiep.unesco.org

Mr. Hamidou BOUKARY
Programme Officer
Tel: +33 1/ 45 03 77 58 Fax: +33 1/ 45 03 39 65
E-mail: h.boukary@iiep.unesco.org

Ms. Thanh Hoa DESRUELLES
Publication and Communications Officer
Tel: +33 1/ 45 03 77 69 Fax: +33 1/ 45 03 39 65
E-mail: th.desruelles@iiep.unesco.org

Mr. Joris Van BOMMEL
Programme Officer
Tél. : +33 1 45 03 77 79 Fax : +33 1 45 03 39 65
Mél : j.vanbommel @iiep.unesco.org

Monicah ARTAUX
Administrative assistant
Tél. : +33 1 45 03 77 57 Fax : +33 1 45 03 39 65
Mél : m.artaux@iiep.unesco.org

ADEA Consultants

Alcinou DA COSTA
Press and Communications Consultant
Mél : alcinou@wanadoo.fr

Beedeeanun CONHYE
Consultant
Mél : b.conhye@iiep.unesco.org

Stephane COURONNAUD
Clerk, Administration, IIEP
Mél : s.couronnaud@iiep.unesco.org